

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET****COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

du

van

MERCREDI 19 JANVIER 2011

WOENSDAG 19 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 42 par Mme Muriel Gerkens, présidente.

La **présidente**: La question n° 1678 de Mme Almaci est retirée. Et comme Mme Lalieux n'est pas là, sa question jointe n° 1695 n'a plus d'objet, puisqu'elle n'est plus d'actualité.

01 Questions jointes de

- **M. Servais Verherstraeten** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le nouveau quartier général de la police fédérale" (n° 1744)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la future installation de la police fédérale à la Cité administrative" (n° 1762)
- **M. Steven Vandeput** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le déménagement de la police fédérale à l'ancienne Cité administrative" (n° 1774)

01.01 Servais Verherstraeten (CD&V): J'ai déjà trouvé une réponse à la plupart de mes questions dans le rapport transmis la semaine dernière par le ministre. Je voudrais savoir si les recommandations de la Cour des comptes concernant ce dossier seront suivies à la lettre de manière à ce que les frais soient réduits au strict minimum.

01.02 Steven Vandeput (N-VA): Une analyse des coûts et profits a-t-elle effectivement été réalisée? Dans quelle mesure cette analyse a-t-elle eu une influence sur le déménagement? Quel est le loyer moyen des sites actuels, par mètre carré et par an? À combien s'élèvera-t-il à l'avenir? Les frais d'installation sont-ils inclus dans le loyer ou seront-ils payés séparément par l'État? À combien s'élèvent les frais d'installation? Une clause de pénalité en cas de retard a-t-elle été inscrite dans le contrat de location?

01.03 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Tous les documents concernés émanant du Conseil des ministres ont été mis à la disposition de la commission.

Les négociations relatives à la signature d'un contrat de location sont en cours. Elles prendront encore quelques semaines.

La centralisation doit permettre de libérer des espaces dans des bâtiments de la Régie; un certain nombre de travaux de rénovation onéreux ne seront dès lors plus nécessaires et des économies pourront également être réalisées en ce qui concerne les contrats de location.

Il existe également des avantages opérationnels, qui seront plus importants encore lorsque la ville de Bruxelles concrétisera son intention d'installer ses unités de police opérationnelles dans le bâtiment voisin.

Il en ira de même pour la police locale bruxelloise.

Le loyer annuel s'élève à 13 227 015 euros. Le propriétaire a accepté une prise en charge partielle des premiers travaux d'aménagement pour un montant d'environ 4,7 millions d'euros, hors TVA.

J'ignore si la Commission européenne estime le montant de ce loyer exagéré, mais cela ne ressort pas des contacts que j'ai pu avoir avec cette institution. À défaut d'un accord entre la Régie des Bâtiments et le propriétaire le 9 janvier 2011, la Commission européenne aurait loué la totalité du bâtiment.

La Commission y aurait installé sa direction générale Recherche et Développement. Si l'échéance du 9 janvier 2011 était venue à expiration sans décision du gouvernement fédéral, la Commission aurait immédiatement initié la procédure afin de conclure un contrat avec le propriétaire de la Cité administrative de l'État.

La consultation du marché en fonction des besoins de la police fédérale n'a débouché sur aucune alternative valable.

Précisons que je ne signerai pas de contrat de location sans un engagement clair du Conseil des ministres.

01.04 Servais Verherstraeten (CD&V): Malgré la surabondance de l'offre sur le marché immobilier bruxellois, seul un site répondait aux exigences, ce qui est regrettable, cette situation étant en effet de nature à limiter la concurrence. La position de négociation de la Régie est par ailleurs fondamentalement affaiblie par la présence d'une autre partie intéressée. Les autorités européennes poussent ainsi les autorités belges à la dépense.

Dans le cadre de l'exécution des travaux, les règles de concurrence doivent jouer. Les recommandations de la Cour des comptes seront heureusement très largement suivies.

Je me réjouis que la police locale occupe le bâtiment. Peut-être les cinq autres zones de police pourraient-elles s'établir dans le même bâtiment. D'autres problèmes pourraient ainsi être résolus.

01.05 Steven Vandeput (N-VA): Les négociations en fonction des besoins de la police fédérale ont donc été menées correctement et le ministre s'efforce, à raison, de conclure le contrat le plus avantageux pour l'État. Il n'a toutefois pas répondu à la question de savoir si une analyse des coûts et des bénéfices avait été réalisée.

Peut-être devons-nous rappeler à la Régie des Bâtiments que les fonds publics doivent être gérés avec parcimonie. Quelques critères financiers objectifs doivent être instaurés. Des besoins spécifiques peuvent être quantifiés. Des systèmes de points d'adjudication existent à cet effet. Des systèmes de points existent également en ce qui concerne le choix d'un architecte. Tout ceci n'est pas évident mais pas non plus impossible à réaliser.

L'incident est clos.

02 Question de M. Franco Seminara au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'état d'avancement des travaux de l'École européenne Bruxelles IV" (n° 1752)

02.01 Franco Seminara (PS): Pour répondre aux besoins grandissants de la communauté scolaire de l'École européenne de Bruxelles, la Régie des Bâtiments érige une nouvelle aile située à Laeken. Alors que la direction a communiqué à son personnel que la fin desdits travaux est prévue pour septembre 2012, des doutes existent quant au respect de cette échéance.

Pourriez-vous m'informer de l'état d'avancement des travaux? Cette nouvelle aile sera-t-elle prête pour la rentrée scolaire 2012?

02.02 Didier Reynders, ministre (*en français*): En ce qui concerne l'école existante de Berkendael, la seule option pour augmenter la capacité des écoles européennes à Bruxelles en 2011 est l'installation de préfabriqués. Cette installation suit son cours. La demande de permis a été introduite le 28 juin dernier. Le planning d'une mise à disposition de 312 places en septembre 2011, pour une durée d'un an, est respecté.

D'autres travaux ont été terminés en juillet 2010 pour permettre à l'école de procéder au déménagement de

l'administration et à l'installation du mobilier.

En ce qui concerne la nouvelle école de Laeken, les travaux de désamiantage et de démolition ont été effectués. La phase 2 des travaux de construction et de rénovation est en cours depuis le 17 mai 2010. L'exécution de ces travaux se déroule conformément au planning. Les échéances devraient donc pouvoir être respectées.

L'incident est clos.

03 Question de M. Raf Terwingen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la protection des dépôts placés sur un compte de tiers" (n° 1833)

03.01 Raf Terwingen (CD&V): Les notaires, les avocats et les huissiers de justice ont recours à des 'comptes de tiers' sur lesquels ils placent des fonds qu'ils encaissent pour leurs clients.

Dans quelle mesure ces comptes sont-ils assurés?

À la suite de la crise bancaire en 2008, j'ai interrogé le ministre à ce sujet. Il a répondu qu'une protection s'appliquait jusqu'à 100 000 euros. Des inquiétudes persistent toutefois à ce sujet parce que la protection jusqu'à 100 000 euros est insuffisante, étant donné que les sommes sont souvent beaucoup plus élevées pour chaque client.

La protection couvre-t-elle effectivement 100 000 euros? Les notaires, les avocats ou les huissiers de justice sont-ils personnellement responsables en cas de crise ou lorsque des fonds sont perdus à la suite d'un problème technico-financier?

03.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Les fonds placés sur des comptes de tiers ouverts par un avocat, un notaire ou un huissier de justice bénéficient également de cette protection. La réglementation du régime belge de protection des dépôts prévoit que les fonds placés sur ces comptes sont considérés comme des créances de tiers à condition que les comptes concernés soient subdivisés en sous-rubriques au nom de ces tiers dans la comptabilité de l'institution qui agit comme conservateur ou à condition que la part de ces tiers soit démontrée par le titulaire du compte sur la base de la communication effectuée à l'occasion de versements, de virements et de retraits d'argent.

Pour l'application de la limite de 100 000 euros, la part individuelle de chaque tiers dans le compte de tiers sera jointe aux autres fonds qu'il détient éventuellement dans l'institution de crédit défaillante. Il y a donc tout à fait clairement un certain nombre de conditions à remplir. La limite de 100 000 euros découle de la réglementation européenne. La méthode est conforme aux règles européennes. Cette limite est valable quel que soit le nombre de comptes détenus par un déposant dans une institution de crédit défaillante, indépendamment de la nature de ce compte et indépendamment de la question de savoir si les fonds en question sont à son propre nom ou sur un compte de tiers.

Le tiers pour le compte duquel de l'argent a été déposé auprès d'une institution de crédit défaillante par le praticien d'une profession non financière, donc un avocat, un notaire ou un huissier de justice, et qui n'obtient pas une intervention complète au titre du régime de protection, conserve une créance chirographaire sur la masse de la faillite jusqu'à concurrence du montant excédant la limite de 100 000 euros. Cette créance est soumise aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux autres déposants. La responsabilité du titulaire du compte ne peut être invoquée si aucune faute ne peut lui être imputée.

De telles obligations ne sont pas imposées par le législateur réglementaire européen. Ces professions libérales sont tenues, en vertu de dispositions légales et réglementaires, de placer les fonds de tiers sur des comptes de tiers distincts auprès des institutions de crédit reconnues.

Conformément à la loi du 4 septembre 2002, les curateurs d'une faillite doivent verser les montants résultant d'une vente ou d'une action en recouvrement à la Caisse des Dépôts et Consignations dans le mois suivant

leur perception, à l'exception d'un montant fixé par le juge-commissaire, qui peut être placé sur un autre compte pour couvrir les dépenses courantes de la faillite.

Pour les notaires, il s'agit de certains versements effectués en application des articles 2, 3, 4 et 5 et des titres déposés en application des articles 6 et 7 de l'arrêté royal du 10 janvier 2002 remplaçant l'arrêté royal du 14 décembre 1935. En vertu de cette législation, chaque notaire doit opérer une distinction entre ses comptes privés et son compte professionnel. Il convient également de distinguer les notaires qui conservent la gestion du compte en question des autres.

Considérons tout d'abord les notaires qui conservent la gestion de leurs comptes. Aucune somme de plus de 2 500 euros reçue pour des tiers ne peut rester sur leur compte plus d'un mois. Ces notaires sont tenus d'ouvrir un compte rubriqué spécial à leur nom pour le compte des bénéficiaires, soit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit auprès d'un autre établissement de crédit agréé à cet effet.

Venons-en aux notaires qui ne conservent pas la gestion de leurs comptes. L'intégralité des sommes qui n'ont pas été réclamées par l'ayant droit ou ne lui ont pas été versées dans les deux ans suivant la clôture du dossier dans le cadre duquel elles ont été reçues par le notaire doivent être déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations.

03.03 Raf Terwingen (CD&V): Cette réponse est claire et rassurante pour les organisations professionnelles concernées.

L'incident est clos.

04 Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les problèmes persistants sur le parking frontalier de Rekkem" (n° 1850)

04.01 Peter Logghe (VB): Les anciens bâtiments de douane à la frontière belgo-française à Rekkem et le parking avoisinant sont complètement délabrés. Les chauffeurs de poids lourds qui souhaitent marquer une pause n'y trouvent ni installations sanitaires ni possibilité de restauration. Les bâtiments en question doivent être transférés des autorités fédérales aux autorités flamandes mais la procédure est à l'arrêt depuis des années.

Pourquoi le transfert met-il autant de temps à se concrétiser? Pourquoi laisse-t-on dans l'intervalle les bâtiments se délabrer à ce point?

04.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Les bâtiments sont vides depuis une quinzaine d'années. Il n'y a ni sanitaires publics ni possibilité de restauration, c'est exact.

Le transfert à la Région flamande de certains bureaux de douane à la frontière française et néerlandaise – dont le complexe de Menin-Rekkem – fait l'objet de négociations entre la Régie des Bâtiments, l'Administration des douanes et accises et la Région flamande depuis plusieurs années. Outre la discussion sur le prix et la façon dont le complexe devrait être transféré, il fallait également tenir compte de la demande de l'Administration des douanes et accises de conclure une convention d'utilisation permettant aux services de douane de disposer sporadiquement de l'infrastructure pour leurs activités de contrôle, organisées dans un contexte international ou non.

Le complexe vide de Rekkem n'est ni surveillé, ni sécurisé. Aucune caméra n'y a été installée.

J'ai toutefois de bonnes nouvelles! Un accord a été trouvé quant à la convention d'utilisation qui sera jointe à l'acte de vente à la Région flamande. La Régie des Bâtiments me procurera le dossier de transfert dans les meilleurs délais pour que je puisse le soumettre à l'approbation du Conseil des ministres.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Kattrin Jadin au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée" (n° 1855)

05.01 Kattrin Jadin (MR): Le 6 mars 2009, M. X donne un terrain à sa fille Y en se réservant l'usufruit. Mme Y reste donc nue-propiétaire du terrain et son père dispose du droit d'usufruit. Ils envisagent d'ériger une construction sur ce terrain. Cette construction appartiendra donc pour la nue-propiété à Mme Y et à M. X pour l'usufruit. Celui-ci occupera l'immeuble construit sans délai.

Le permis d'urbanisme a été délivré à la fille Y par une administration communale pour une maison unifamiliale. Toutes les factures ont été établies au nom de la nue-propiétaire. Depuis septembre 2010, M. X habite dans l'immeuble.

Comment s'applique le taux réduit de TVA à 6 % sur la tranche de 50 000 euros pour l'usufruitier et le nu-propiétaire? À quel nom les factures adressées à l'administration doivent-elles être libellées?

05.02 Didier Reynders, ministre (en français): Le maître d'ouvrage peut, pourvu qu'il remplisse des conditions déterminées, bénéficier temporairement du taux réduit de 6 % sur une base d'imposition totale cumulée de 50 000 euros hors TVA. Si plusieurs personnes agissent ensemble comme maître d'ouvrage, elles doivent toutes utiliser l'habitation comme logement privé durable et y établir leur domicile durant la période prescrite. Dans la situation où un immeuble est grevé d'usufruit et que le nu-propiétaire agit effectivement comme maître d'ouvrage, seul ou avec l'usufruitier, mais que seul l'usufruitier utilisera de manière durable l'immeuble comme logement privé, les opérations immobilières y relatives ne peuvent pas bénéficier du régime de faveur de la disposition temporaire précité.

05.03 Kattrin Jadin (MR): Si l'usufruitier rend les factures, est-ce applicable?

05.04 Didier Reynders, ministre (en français): C'est une question de maître d'ouvrage!

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le risque pour la Belgique d'être réintégrée sur la liste grise des paradis fiscaux de l'OCDE" (n° 1971)**

- **M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la possible réintégration de la Belgique sur la liste grise" (n° 1858)**

06.01 Josy Arens (cdH): Les conventions d'échange d'informations fiscales signées ces deux dernières années et qui avaient permis à notre pays d'être retiré de la liste grise des paradis fiscaux établie par l'OCDE ne seraient pas applicables début 2011 comme cela était prévu. Ces conventions ont été conclues par l'autorité fédérale mais les Régions et Communautés auraient dû les ratifier puisqu'elles touchaient à leurs compétences. Compte tenu de la situation politique, la ratification ne devrait pas intervenir à court terme. C'est triste! Notre pays court le risque de figurer à nouveau sur la liste grise.

Pourquoi l'administration n'a-t-elle pas anticipé ce problème? Comment comptez-vous le régler? Quelles seraient les conséquences pour la Belgique d'une réintégration dans la liste grise? Avez-vous déjà contacté l'OCDE à cet égard?

06.02 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Ce matin, nous avons reçu les représentants de l'OCDE qui nous ont avertis de la menace qu'ils faisaient peser sur la Belgique en raison de ce problème juridique. Les parlements des entités fédérées devraient en effet approuver ces conventions d'échange d'informations fiscales signées par le gouvernement fédéral avec différents États. Le président de la FEB s'inquiétait également de l'image que cela donnerait de la Belgique.

Quels sont les problèmes? Quelles sont les solutions?

06.03 Didier Reynders, ministre (*en français*): En vue d'une approbation rapide des accords internationaux que notre pays a dû conclure pour se conformer au standard international en matière d'échange de renseignements fiscaux, l'administration des Affaires fiscales avait opté pour des formules qui visaient justement à éviter que ces accords soient qualifiés de traités mixtes.

Dans onze des douze dossiers d'approbation soumis pour avis au Conseil d'État, celui-ci a estimé, de manière tout à fait inattendue, qu'il s'agissait de traités mixtes. Il faut donc en tenir compte. Mes services ont donc pris des dispositions pour que la question soit soumise le plus vite possible au groupe de travail "traités mixtes" institué au sein du SPF Affaires étrangères. En octobre et novembre 2010, ce groupe de travail a décidé de suivre l'avis du Conseil d'État. Cette décision a été soumise pour approbation à la Conférence interministérielle "Politique étrangère" (CIPE) le 9 décembre 2010, qui dispose d'un délai de trente jours pour formuler d'éventuelles objections. Mes services s'attendent à ce que la CIPE adopte la même position et mettent tout en œuvre pour que les documents parlementaires adaptés soient prochainement soumis pour approbation au Parlement. Il a été demandé aux représentants des Régions et Communautés d'entamer rapidement leur propre procédure d'approbation.

Pour éviter le risque que la Belgique soit considérée comme un pays ne disposant pas d'instruments juridiques suffisants pour permettre l'échange de renseignements bancaires et s'expose à des sanctions de la communauté internationale, j'ai proposé une modification de l'article 318 du CIR 92 afin de permettre rapidement l'échange de renseignements bancaires en matière d'impôt sur les revenus entre la Belgique et tous les États avec lesquels notre pays a conclu un accord prévoyant l'échange de renseignements. Cette disposition a été reprise dans un projet de loi qui a été soumis à l'avis du Conseil d'État et qui pourra, je l'espère, être soumis rapidement au Parlement.

06.04 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Nous verrons si nous pourrions nous saisir de ce projet de loi au cours de cette période d'affaires courantes. Il reste encore beaucoup de choses à faire en matière d'échange d'informations et de transparence bancaire.

L'incident est clos.

07 Question de M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la nouvelle prison de Termonde" (n° 1906)

07.01 Karel Uyttersprot (N-VA): La construction de la nouvelle prison de Termonde n'a pas encore commencé. Selon le ministre de la Justice, la livraison du bâtiment pourrait avoir lieu à l'automne 2013.

Quel est le calendrier prévu pour la construction? Qu'en est-il du financement? Le ministre s'est-il concerté avec la Région flamande concernant les travaux d'infrastructure? Qu'advient-il de l'ancien bâtiment?

07.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): La nouvelle prison de Termonde sera financée au moyen d'un partenariat public-privé sur la base de la formule DBFM, soit *Design, Build, Finance and Maintain*.

Les offres adaptées seront reçues en février 2011, après quoi le partenaire sera choisi en mars. La demande de permis de bâtir sera introduite au mois de mai. Le contrat de DBFM sera signé en juin 2011 avec le partenaire qui aura été choisi. Les travaux pourront commencer en octobre 2011, moment où nous devrions être en possession du permis de bâtir. Les travaux doivent être achevés le 30 juin 2013, après quoi la prison sera livrée le 1^{er} juillet 2013. Actuellement, les délais sont tout à fait respectés.

Président: Damien Thiéry.

Le volet budgétaire de l'opération DBFM n'étant pas encore réglé, il est impossible d'en communiquer le coût. Après la mise en service de la prison, le gouvernement fédéral versera une redevance de disponibilité durant 25 ans.

La ministre flamande Mme Crevits a été consultée. À l'issue de cette concertation, un accord de coopération a été signé entre la Régie des Bâtiments et le Service des Voies navigables et des Canaux maritimes pour la construction d'une voie de liaison.

Le SPF Justice se penche actuellement sur une série de pistes pour donner une nouvelle affectation à l'ancienne prison et la Régie des Bâtiments attend le résultat de cet examen.

L'incident est clos.

08 Questions jointes de

- **M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la gestion par la Régie des Bâtiments du dossier de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie" (n° 1857)**

- **Mme Sonja Becq au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le relogement de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC)" (n° 1913)**

08.01 Christian Brotcorne (cdH): Les bâtiments qui accueillent l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC) ne sont plus adaptés aux normes actuelles. Un autre logement s'impose, ce à quoi s'est rallié le Conseil des ministres en date du 17 juillet 2009.

La Régie des Bâtiments a été chargée de réaliser ce nouveau logement par la prise en location d'un bâtiment existant ou par la construction d'un nouveau bâtiment qui puisse satisfaire aux exigences spécifiques de l'INCC. La Régie des Bâtiments a indiqué ne pas posséder la compétence pour établir le programme des besoins techniques (besoins en espaces de travail, qui doivent encore être convertis de façon détaillée en critères techniques avant de pouvoir consulter le marché).

Cette compétence pouvait être acquise, mais impliquait une perte de temps d'un an minimum. Pour gagner du temps, il a été proposé de désigner un bureau d'études "programme des besoins". La Régie devait lancer cette procédure et assurer la direction de l'étude en concertation permanente avec l'INCC.

À l'heure actuelle, il semble que la sélection du bureau d'études ait à peine commencé!

Où en est-on? Pourquoi la Régie a-t-elle pris un tel retard? Aujourd'hui, nous ne sommes plus en mesure de garantir que les analyses de l'INCC, nécessitées pour les besoins de la justice, puissent se dérouler de manière correcte et crédible, en raison des problèmes liés aux bâtiments. La Régie prendra-t-elle la responsabilité d'éventuelles erreurs survenues de par sa négligence dans ce dossier?

08.02 Sonja Becq (CD&V): Les autorités doivent veiller à ce que l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (INCC) puisse être hébergé dans des bâtiments convenables.

Des travaux de sécurisation urgents ont-ils été exécutés? Est-il exact que le bureau d'étude n'a toujours pas été désigné? Quand une nouvelle localisation sera-t-elle proposée? L'Institut peut-il encore remplir ses missions dans un bâtiment qui ne répond absolument pas aux normes actuelles?

08.03 Didier Reynders, ministre (*en français*): La Régie a travaillé, ces dernières années, suivant deux lignes directrices: l'amélioration de la situation existante et la recherche d'un nouveau bâtiment. Elle a, encore en 2010, exécuté des travaux de réaménagement de locaux pour 293 113,61 euros.

La mission d'étude du bureau a été élargie à la description des processus du *core business* de l'Institut, à la demande de celui-ci, et à la rédaction d'un cahier spécial des charges pour les installations propres de l'INCC. Ces demandes complémentaires ont allongé la procédure de quelques mois.

La situation actuelle est la suivante. L'ouverture des candidatures a eu lieu le 1^{er} septembre 2010. L'accord de l'Inspection des Finances sur le rapport de sélection est intervenu le 18 octobre 2010.

(*En néerlandais*) Le cahier des charges sera adressé ce mois-ci aux candidats retenus. En mars 2011, les

offres seront décachetées. Comme le délai d'exécution constitue l'un des critères d'adjudication du cahier des charges, il nous est impossible de préciser l'échéancier exact pour la suite. Nous étudierons scrupuleusement les différentes propositions.

La première mission pour le bureau d'étude devrait être terminée d'ici à la période des vacances 2011. Le cahier des charges pour la désignation d'un promoteur pourrait être publié quelques mois plus tard. L'attribution de la mission pourrait intervenir au premier semestre 2012. Les travaux pourraient durer plus de deux ans.

L'Institut est accrédité conformément à la norme ISO 17025. Nous ne devons pas seulement nous occuper des bâtiments actuels, nous devons aussi penser à un autre emplacement. Une procédure est en cours à cet effet.

En 2010, le bâtiment a fait l'objet de travaux à concurrence de plus de 293 000 euros.

08.04 Christian Brotcorne (cdH): Vous donnez peu d'explications sur la raison du retard.

Je pense qu'il faut aller le plus rapidement possible vers une occupation de locaux. Une formule d'attente sera-t-elle trouvée dans l'intervalle?

Interpeller le ministre directement responsable de la qualité des procédures dont l'INCC se charge pour le service judiciaire nous permettra d'y voir plus clair.

08.05 Sonja Becq (CD&V): Je m'interroge quand même sur la durée de cette procédure. Entre-temps, nous devons veiller à offrir un hébergement convenable pour un coût raisonnable. Il faudra éventuellement rechercher une autre solution temporaire.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **Mme Christiane Vienne** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les fausses identités proposées aux clients de certaines banques" (n° 1953)
- **Mme Veerle Wouters** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la régularisation des comptes fantômes de sociétés étrangères" (n° 1955)
- **M. Georges Gilkinet** au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "des banques qui proposent des fausses identités à leurs clients" (n° 1970)

09.01 Christiane Vienne (PS): Le 14 décembre, M. Karel Anthonissen, directeur de l'Inspection des impôts de Gand, déclarait que certaines banques belges proposeraient à leurs clients de leur fabriquer une fausse identité, afin de mettre leurs comptes à l'abri du fisc. Interrogée, la CBFA serait surprise des constatations faites par l'Inspection des impôts et promet de lourdes amendes s'il s'avérait que la direction de ces banques était au courant.

Confirmez-vous les informations divulguées dans la presse du 14 décembre? Une enquête est-elle ouverte? Quels sont les risques encourus par les banques dénoncées?

Présidente: Muriel Gerkens.

09.02 Veerle Wouters (N-VA): Je renvoie à la réponse du ministre à une interpellation du 13 mars 2007. Il semblerait que la CBFA examine actuellement, sur indication de l'ISI, si les banques belges se sont rendues coupables de fraude à l'identité dans le cadre de la régularisation de structures de patrimoine étrangères. Il y a lieu de le souligner, étant donné que les demandeurs d'une déclaration de régularisation relative à des structures de capital étrangères ont évalué leur statut juridique sur la base des directives fournies par le Point de contact Régularisations en 2006.

Une structure de patrimoine étrangère peut-elle être considérée comme transparente par le Point de contact Régularisations et comme une entreprise fantôme par l'ISI? Pourquoi une attestation d'une banque étrangère est-elle considérée comme une preuve de transparence de la structure de patrimoine étrangère par le Point de contact Régularisations alors que la même attestation fournie par une banque belge est qualifiée de fraude à l'identité par l'ISI?

Le ministre confirme-t-il sa réponse du 13 mars 2007? Ou cette réponse ne s'applique-t-elle pas lorsque l'attestation est fournie par une banque belge? Sur la base d'une enquête de l'ISI, devons-nous dès lors conclure que le Point de contact Régularisations a contribué à la régularisation du patrimoine de sociétés étrangères dotées de la personnalité juridique alors que celles-ci n'ont pas pu être considérées comme transparentes?

09.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Les faits dénoncés par l'Inspection des impôts de Gand, en l'occurrence l'aide de banques à des particuliers pour fabriquer de fausses identités pour se mettre à l'abri du fisc, sont graves.

Confirmez-vous ces informations? Quel est le montant du préjudice subi par l'État? Parmi les banques coupables, en trouve-t-on qui ont été aidées par l'État belge dans le contexte de la crise financière? Quelles démarches ont été entreprises par la CBFA à leur égard? Quelles sont les sanctions encourues?

09.04 Didier Reynders, ministre (*en français*): Vous faites allusion à un article publié dans *De Tijd* du 14 décembre 2010, dans lequel le nom du directeur général de l'ISI de Gand, M. Karel Anthonissen, a été cité. En fait, l'information avait déjà été donnée par ce fonctionnaire lors d'une journée d'études en 2009.

À propos de l'article en cause, la CBFA s'est informée auprès de l'ISI de Gand, qui lui a fourni quelques dossiers concrets. C'est seulement au moment où l'ISI procède à des constatations que le contribuable peut produire une attestation de régularisation.

Comme ce fut déjà le cas avec ce fonctionnaire, je n'ai jamais reçu de sa part aucune information ou document en direct. Il ne me semble pas inutile que, de temps en temps, la voie hiérarchique soit suivie plutôt que des informations de presse.

Quant à la CBFA, elle contrôle ces pratiques et vérifie si des établissements de crédits soumis à son contrôle sont impliqués. Si elle constate que ceux-ci ont mis en place des mécanismes fiscaux particuliers en vue de favoriser la fraude fiscale par des tiers, elle peut prendre des mesures exceptionnelles: imposer un délai pour mettre fin aux pratiques en question, suspendre l'exercice de tout ou partie de l'activité de l'établissement ou interdire cet exercice. L'objectif est d'empêcher que les établissements financiers posent des actes favorisant la fraude fiscale par les clients. Ces actes peuvent porter atteinte à la situation et à la réputation des établissements concernés, et la disposition légale qui confère à la CBFA la compétence précitée se justifie également sous l'angle prudentiel.

Si ces pratiques constituent une infraction aux dispositions de la loi bancaire du 22 mars 1993, la CBFA peut en outre imposer une amende administrative. Les mécanismes fiscaux qui constituent un délit fiscal doivent, enfin, être dénoncés aux autorités judiciaires.

La CBFA demande aux établissements de crédit de mener une politique de prévention visant à empêcher toute infraction à la législation fiscale et à éviter que la réputation de l'établissement ou du secteur ne soit entachée. La constatation éventuelle de mécanismes particuliers entraînera un renforcement de la politique de prévention.

Il faut aussi vérifier si les faits constituent une infraction à la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Toute violation de la législation anti-blanchiment peut créer un risque de réputation. L'imposition d'une amende administrative est alors aussi possible.

(*En néerlandais*) En ce qui concerne la question de Mme Wouters, je confirme ma réponse du 13 mars 2007. Le Point de contact Régularisations considère qu'une structure patrimoniale étrangère est considérée

comme transparente lorsque les sommes qui y sont investies sont gérées pour le compte de l'auteur de la demande de régularisation et lorsque celui-ci est le bénéficiaire unique et effectif des recettes et qu'il peut disposer *ad nutum* du capital actif et des revenus qu'il génère. Pour autant que l'attestation de la banque étrangère gérante en donne confirmation, cette attestation est prise en considération par le Point de contact Régularisations pour la transparence fiscale. Le Point de contact Régularisations m'a informé ne pas avoir connaissance d'attestations délivrées par une banque belge.

Par ailleurs, il serait prématuré d'affirmer que les positions du Point de contact Régularisations et de l'ISI sont contradictoires. Il faut attendre les résultats de l'enquête. J'ai insisté auprès de mon administration pour qu'elle transmette ce type d'informations encore plus rapidement. Comment un tel sujet peut-il être évoqué lors d'une journée d'étude – et ensuite dans la presse – sans que la CBFA ou d'autres acteurs en soient informés?

09.05 Veerle Wouters (N-VA): Il me semble en tout cas que ces trois services – le Point de contact Régularisations, l'ISI et la CBFA – devraient adopter une position commune.

09.06 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Il est question ici d'une déclaration faite par un directeur de Gand lors d'une journée d'étude. J'ai déjà lu un commentaire de ce directeur à trois reprises dans la presse. Pourquoi n'informe-t-il pas d'abord ses collègues, la CBFA ou d'autres services? Les différents directeurs doivent transmettre des informations à leurs collègues et non au quotidien *De Tijd*.

09.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je suis étonné de cette manière de fonctionner. Il faut que de telles informations circulent mieux dans l'administration des Finances. Ce qui se passe dans une direction régionale peut être utile pour d'autres directions, le but commun étant de mieux lutter contre la fraude fiscale.

J'espère que les dossiers ouverts par l'ISI et la CBFA pourront aboutir à un avis autorisé sur la question. Si cette affaire est réelle, elle devrait valoir des sanctions aux établissements bancaires concernés.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'accessibilité des bureaux de contrôle de la TVA entre Noël et Nouvel An" (n° 1956)

10.01 Veerle Wouters (N-VA): À la fin de l'année dernière, une série de vendeurs ont voulu profiter à la toute dernière minute du taux de TVA réduit de 6 % sur la première tranche de 50 000 euros, pour les nouvelles constructions, mais ils ont dû déchanter face à la fermeture collective des bureaux de contrôle de la TVA du 24 décembre 2010 au 3 janvier 2011 inclus.

Une permanence ne doit-elle pas être assurée dans les bureaux de contrôle de la TVA? Les vendeurs peuvent-ils invoquer la fameuse tolérance administrative inscrite dans le manuel de la TVA, en raison de la fermeture collective des bureaux de la TVA? Le dépôt tardif des déclarations 104.1 et 121.2 ne va-t-il pas remettre en question l'application de la réduction temporaire du taux de TVA sur la première tranche de 50 000 euros?

10.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Le vendeur qui, en raison de la fermeture des bureaux de TVA entre Noël et Nouvel An, n'a pas déposé de déclaration 104.1 avant la conclusion du contrat de vente, peut échapper à la déchéance du droit de soumettre la transaction concernée à la TVA, à condition que les conditions fassent apparaître sans équivoque que les parties avaient précisément l'intention de soumettre cette transaction à la TVA. Si cette intention est établie sans ambiguïté, il faut, pour pouvoir appliquer le taux de 6 % sur une base d'imposition totale cumulée de 50 000 euros hors TVA, que la TVA sur la base d'imposition soit devenue exigible avant le 1^{er} janvier 2011 et que toute possibilité d'abus de droit soit exclue.

Le dépôt tardif de la déclaration 121.2 au-delà du 31 décembre 2010 en raison de la fermeture des bureaux entre Noël et Nouvel An ne fait en soi pas obstacle à l'application du taux de 6 %.

L'incident est clos.

11 Question de M. Damien Thiéry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'investissement du fonds d'investissement sino-belge dans la société Eden Chocolates" (n° 1974)

11.01 Damien Thiéry (MR): *De Morgen* et *De Tijd* nous ont informés que le Fonds d'investissement sino-belge a injecté trois millions d'euros dans Eden Chocolates, la société du député CD&V Hendrik Bogaert. Il semblerait qu'il s'agisse du premier investissement de ce fonds dans une société belge. Cet investissement permettrait à Eden Chocolates de soutenir sa croissance mais ce qui est intéressant, c'est qu'on pourrait voir à terme une introduction en bourse en Chine de cette société.

Confirmez-vous cette information? Le montant investi est-il bien celui-là? D'autres entreprises belges ont-elles bénéficié de ce fonds? Des prises de décision doivent intervenir. Quelle est la méthode allant de pair avec ces prises de décision? Quels sont les critères appliqués pour décider des investissements du fonds? À combien s'élève la capitalisation du fonds?

11.02 Didier Reynders, ministre (en français): Le Fonds d'investissement sino-belge The China-Belgium Direct Equity Investment Fund (CBDEIF) est un fonds de placement du secteur privé constitué fin 2004.

Le Fonds a un capital de départ de 100 millions d'euros. Le Fonds investit dans des sociétés établies en Chine et son objectif est de permettre à ces sociétés de poursuivre leur croissance, d'accéder aux facilités de transfert de technologies et d'être cotées sur une des bourses chinoises par le biais d'une IPO.

Quinze pour cent du capital sont exclusivement réservés à des sociétés ayant des liens avec la Belgique.

Au 31 décembre 2010, des investissements avaient été effectués dans 26 sociétés. Le Fonds a actuellement une valeur latente estimée à 800 millions d'euros.

Une augmentation de capital portant celui-ci de 100 à 200 millions d'euros a été décidée récemment.

La décision finale d'investir 3 millions d'euros dans Eden Chocolates a été prise fin 2010. Deux autres sociétés ayant des liens avec la Belgique sont en phase finale de négociations et représentent un montant d'investissement commun oscillant entre 5 et 7 millions d'euros. Cinq autres sociétés sont actuellement en phase d'analyse et de négociations.

Toutes les sociétés visées sont traitées sur pied d'égalité. Plus de 2 000 sociétés ont fait l'objet d'une analyse. Quelque 200 de ces sociétés sont arrivées en phase d'analyse poussée. Parmi celles-ci, cinq sont des sociétés ayant des liens avec la Belgique.

Le *fund manager* est une *joint-venture* entre Shanghai Hitong Security Company et Fortis Banque. Ce *fund manager* fournit un travail absolument remarquable, bénéficie d'une excellente réputation et contribue de façon très positive à la présence belge en Chine.

Voilà ce que je peux vous dire au sujet du fonctionnement d'un fonds qui est la conséquence de l'investissement, à l'époque, de Belgacom dans Shanghai Bell. Lorsque nous avons vendu cette participation, nous avons choisi de maintenir une capacité d'investissement en Chine.

Il serait utile d'avoir une analyse de la capacité effective de l'investissement de ce Fonds et de la capacité d'investissement d'un fonds de même nature dans les autres pays émergents. Pour le choix des sociétés retenues, je peux vous donner l'information provenant des gestionnaires du Fonds.

11.03 Damien Thiéry (MR): L'information des quotidiens *De Morgen* et *De Tijd* était correcte. Cela me semble être d'excellentes initiatives probablement à l'image de celles prises par le ministre des Finances jusqu'à présent.

L'incident est clos.

12 Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la nouvelle justice de paix de Westerlo" (n° 1984)

12.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Normalement, l'appel d'offres relatif aux travaux de transformation du bâtiment de la nouvelle justice de paix à Westerlo devait être clôturé avant les congés de la construction de 2010 pour que les travaux débutent début 2011. Il m'est toutefois revenu que le dossier a pris du retard.

Le ministre peut-il fournir plus d'explications sur le calendrier?

12.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): L'architecte désigné pour la rénovation de la justice de paix à Westerlo a dû être engagé pour des travaux urgents dans les prisons et les centres d'asile. La Régie respecte ainsi les priorités du gouvernement.

Le dossier d'exécution sera publié prochainement pour l'adjudication. Les crédits sont réservés pour le mois de juin 2011. Un délai d'exécution de 180 jours est prévu pour les travaux de construction. Un nouvel architecte, qui sera recruté prochainement par le Selor, dirigera le chantier. La mise en service est prévue pour la mi-2012.

L'incident est clos.

13 Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les enrôlements pour l'exercice d'imposition 2010" (n° 1986)

13.01 Veerle Wouters (N-VA): Combien d'enrôlements ont été effectués en 2010 pour l'impôt des personnes physiques de l'exercice d'imposition 2010? Pourriez-vous nous fournir une comparaison avec l'exercice d'imposition 2009, tant en ce qui concerne l'avantage pour le fisc que pour le contribuable? Combien d'enrôlements de l'exercice d'imposition 2009 ont encore été effectués en 2009 et combien en 2010? Pourriez-vous nous fournir les mêmes données pour l'impôt des sociétés?

13.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Je remets à votre commission un tableau des résultats des activités d'enrôlement pour les exercices d'imposition 2009 et 2010. Pour 2009, le nombre total d'articles s'élève à 3 369 252. En 2010, ce total atteint 3 957 671. Le montant net des remboursements en faveur des contribuables atteint moins 1 195 380 569,87 euros pour l'État. Pour 2010, le chiffre est de moins 1 602 499 675,27 euros.

Pour l'exercice d'imposition 2010, près de 4 millions de contribuables ont reçu leur décompte au cours de cette même année, soit 600 000 de plus que pour l'exercice d'imposition précédent et près d'1 million de plus que pour l'exercice d'imposition 2006, année de lancement de *Tax-on-web*.

Je remets également à votre commission un tableau reprenant les chiffres pour l'impôt des sociétés. Pour 2009, le nombre total d'articles s'élève à 272 983 et à 284 836 en 2010. Les montants totaux sont respectivement de 381 160 908,93 euros pour 2009 et de 778 705 805,18 euros pour 2010.

Près de 280 000 sociétés ont été enrôlées au cours des exercices d'imposition 2009 et 2010. Le résultat est toutefois nettement meilleur en 2010 puisqu'on enregistre un supplément de recettes de près de 400 millions d'euros. En 2009, de nombreuses entreprises ont en effet choisi de réduire leurs versements anticipés.

Le fait que le niveau des versements anticipés a été inférieur est une conséquence de la crise économique et financière. Les entreprises ont souhaité éviter des problèmes de liquidités en conservant plus d'espèces.

L'incident est clos.

14 Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la réponse de l'État belge à l'avis de la Commission européenne quant au traitement jugé discriminatoire des primes d'épargne-pension par la Belgique" (n° 1989)

14.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Le 23 novembre, la Commission européenne a décidé de traduire

la Belgique devant la Cour de justice de l'Union européenne en lui reprochant d'octroyer un avantage fiscal uniquement pour les primes d'épargne-pension payées à des établissements belges ou investies dans des fonds belges, ce qui serait contraire aux articles 56 et 63 du Traité. La Commission considère qu'il s'agit d'une restriction disproportionnée et discriminatoire, ce qu'elle avait notifié le 18 mars 2010 au gouvernement qui devait répondre dans les deux mois. Je ne partage pas cette position, car il me semble primordial de favoriser le placement de l'épargne des Belges dans des fonds belges. C'est mieux pour le contrôle des investissements réalisés, mais également pour soutenir notre économie.

Quelle a été la réponse du gouvernement à l'avis de la Commission du 18 mars? Quels moyens de défense la Belgique compte-t-elle développer devant la Cour de justice? Quels ministres seront-ils associés à l'élaboration de cette réponse?

14.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): La Commission européenne estime que la Belgique a manqué aux obligations qui lui incombent parce que la réduction d'impôt pour épargne-pension n'est attribuée que pour les montants payés à des institutions belges et pour des fonds belges agréés. Dans sa réponse à l'avis motivé, le gouvernement belge a affirmé qu'il continue à défendre les dispositions légales actuelles en matière d'épargne-pension et qu'il maintient les arguments déjà avancés en 2007, à savoir deux dérogations acceptées par la Cour de justice concernant la cohérence interne du système fiscal et des raisons impérieuses d'intérêt général. À ce jour, aucun recours n'a été déposé contre la Belgique d'après les informations de mes services. Lorsque ce sera le cas, le ministre des Finances se chargera d'élaborer la réponse.

L'incident est clos.

15 **Questions jointes de**

- **M. Olivier Henry au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "un testing des banques" (n° 2001)**
- **M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "un testing des banques par la CBFA" (n° 1993)**

15.01 **Olivier Henry** (PS): Depuis la crise financière, les banques n'ont pas vraiment joué le rôle premier pour lequel elles sont importantes, à savoir soutenir l'initiative économique. Le gouvernement allemand a lancé une expérience pour tester les pratiques des établissements financiers, les enquêteurs se faisant passer pour des clients.

Une telle initiative serait-elle possible en Belgique? Existe-t-il déjà un cadre légal? La CBFA ou la Direction générale Contrôle et Médiation pourraient-elles prendre l'initiative d'avancer dans cette matière?

15.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): Actuellement, la CBFA n'a pas envoyé d'enquêteurs dans les établissements contrôlés. En effet, il n'existe pas de base légale permettant cette façon de faire. La CBFA est disposée à examiner cette possibilité et à élaborer des propositions qui seront soumises au prochain gouvernement.

L'incident est clos.

16 **Question de Mme Ann Vanheste au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le taux de TVA sur l'assainissement des citernes à mazout" (n° 1999)**

16.01 **Ann Vanheste** (sp.a): L'enlèvement ou l'assainissement des citernes à mazout est assujéti à une TVA de 21 %. Le remplacement d'une telle citerne est en revanche assujéti à une TVA de 6 %. Grâce à l'arrêt de la cour d'appel, la SA Morik a obtenu l'autorisation de pouvoir facturer constamment 6 % de TVA. Les entreprises qui ne disposent pas de cet arrêt ne peuvent concourir de façon loyale. N'est-ce pas constitutif d'une discrimination?

16.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Dans un arrêt du 20 novembre 2007, la cour d'appel d'Anvers a estimé que la charge de la preuve incombe à l'administration de la TVA en matière d'application justifiée ou non du taux de TVA réduit de 6 % en vertu de la législation qui était en vigueur au cours de la période allant du 1^{er} mars 2002 au 30 septembre 2004 inclus. La cour a estimé que l'administration n'avait

pas suffisamment fourni la preuve de ce qu'elle avait avancé. Dans cette affaire, la cour ne s'est prononcée que sur la charge de la preuve en la matière et non sur l'application justifiée ou non du taux de TVA réduit.

L'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 a toutefois été modifié avec effet à partir du 7 janvier 2007. La charge de la preuve dans le sens d'une non-application du taux de TVA normal de 21 % incombe à présent au contribuable. Depuis la modification de l'arrêté royal, l'intéressé ne peut plus, par conséquent, invoquer cet arrêt. Sitôt que l'administration aura pris connaissance du non-respect de la législation fiscale, elle procédera aux rectifications nécessaires. Les plaintes en matière de distorsion de concurrence seront dès lors l'objet d'un examen scrupuleux.

L'incident est clos.

17 Question de M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la représentation des pouvoirs publics dans les conseils d'administration des institutions financières" (n° 2041)

17.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Dans le cadre des aides de l'État accordées aux institutions financières, il a été décidé que l'État fédéral a droit à un certain nombre de mandats dans les conseils d'administration et les divers comités des institutions financières.

Dans quelles institutions l'État est-il représenté? Toutes les nominations ont-elles déjà été effectuées et l'État a-t-il déjà conféré tous ses mandats? Qui a-t-il désigné, et à quel poste? Une clé de répartition politique a-t-elle été appliquée?

17.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): L'État est représenté dans BNP Paribas, Dexia, Ethias, BNP Paribas Fortis, KBC et Royal Park Investments. Le gouvernement a pleinement usé de son droit de remplir des mandats d'administrateur. Michel Tilmant et Emiel Van Broekhoven siègent au conseil d'administration de BNP Paribas. Koen Van Loo siège chez Dexia comme administrateur délégué de la SFPI et au Comité des risques stratégiques. Claude Deseille, Mark Bienstman et Chris Verhaegen siègent auprès d'Ethias Finance. M. Deseille est administrateur indépendant de la CBFA et siège également au Comité d'audit; M. Verhaegen représente la société de management et siège au Comité d'audit et des risques. Chez Fortis Banque, Wim Coumans siège au Comité d'audit et Serge Wibaut au Comité de rémunération. Jean-Pierre Hansen siège à la KBC. Bart Bronselaer siège – comme président – à la Royal Park Investments, avec Dominique Favillier. Ils sont également membres du comité de trésorerie et des portefeuilles.

Il a été procédé autant que possible à ces nominations sur la base des expériences et des responsabilités utiles, et non en fonction de considérations politiques. Un tableau comportant toute une série d'informations pertinentes est à la disposition de votre commission.

17.03 Karel Uyttersprot (N-VA): En principe, nous sommes opposés aux quotas de genre pour ce qui des désignations dans les conseils d'administration mais en tant qu'actionnaire, l'État manque le coche en ne désignant que des hommes. L'État ne pourrait-il pas suggérer au comité de nomination d'également tenir compte, pour les nouveaux mandats, de la diversité des genres?

17.04 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Les candidates aux fonctions sont plutôt rares dans les institutions financières. On pourrait réformer le secteur et susciter un plus grand intérêt pour ce dernier. Nous essayons en tout cas de faire bouger les choses: j'ai nommé une femme à la présidence de notre très important service de Ruling.

17.05 Karel Uyttersprot (N-VA): Le ministre sait qu'il existe des organismes comme GUBERNA qui peuvent former des candidates.

L'incident est clos.

18 Question de M. Karel Uyttersprot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les cautions payées par des entreprises à la Caisse des Dépôts et Consignations" (n° 2042)

18.01 Karel Uyttensprot (N-VA): La Caisse des Dépôts et Consignations est une administration distincte des Finances. Les entreprises doivent verser des garanties à cette caisse pour toute une série d'activités.

Au total, quelle quantité d'argent est bloquée sur ces comptes? Dans quels domaines sont-ils déposés? Quel rendement cela représente-t-il pour les autorités? Quelle est la rentabilité de ce service? Quelle est l'évolution du montant des cautions pour les trois dernières années?

18.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): Le programme informatique de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) ne permet pas d'établir une distinction entre les sociétés et les particuliers en ce qui concerne les cautionnements en espèces. Au 31 décembre 2010, les cautionnements constitués s'élevaient à 170 323 304,91 euros au total. On peut considérer que 90 % de ces cautionnements ont été versés par des entreprises.

Une ventilation par domaine n'est pas possible mais on peut néanmoins vérifier qui a exigé le cautionnement. La CDC verse en effet une indemnité pour les cautionnements en espèces mais le taux fluctue en fonction des conditions du marché.

Parallèlement aux cautionnements en espèces, les sociétés peuvent également constituer un cautionnement solidaire ou en valeurs. Dans le premier cas, une banque ou un organisme d'assurances se porte caution pour la société; dans le deuxième cas, la société donne un titre en dépôt et la société reçoit le coupon annuellement sous la forme d'intérêts.

La CDC place les cautionnements versés dans les produits financiers de l'État. Le taux d'intérêt de ces produits varie également en fonction des conditions du marché. Selon les estimations, le rendement annuel des cautionnements en espèces pour 2010 s'élevait à 6 246 500 euros. Le montant total des cautionnements en espèces auprès de la CDC était le 31 décembre 2008 de 142 125 270,79 euros. Le 31 décembre 2009, il était de 158 201 582,15 euros.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 2086 de M. Jadot est reportée.

19 Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "des droits non comptabilisés à la douane" (n° 2095)

19.01 Servais Verherstraeten (CD&V): La loi du 24 décembre 2009 contenant le budget des voies et moyens de l'année budgétaire 2010 dispose que les droits constatés non comptabilisés, décelés à l'occasion des contrôles de douane, augmentés des intérêts, sont prélevés sur les remboursements au Trésor belge que la Communauté européenne est tenue d'effectuer.

De quel montant s'agit-il de 2007 à 2010? Quel montant a été ou sera prélevé pour les remboursements? L'État belge s'est-il vu infliger d'autres amendes encore au cours des cinq dernières années pour non-respect des règles relatives à l'encaissement et au contrôle? Les autorités européennes ou l'Inspection des Finances se sont-elles penchées sur le dossier? Quelles ont été leurs observations? Quelles sont les causes? Quelles mesures seront prises?

19.02 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*): L'administration des Douanes et Accises m'informe qu'elle n'a pu fournir les données statistiques demandées en temps voulu et qu'elle donnera une réponse écrite. J'insisterai pour qu'elle vous parvienne rapidement.

19.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Le ministre pourrait peut-être signaler à son administration que les sommes en jeu sont considérables. Un fonctionnement défectueux du logiciel PLDA serait à l'origine du problème.

La **présidente**: M. Colpin sera présent en commission le 25 janvier prochain.

L'incident est clos.

20 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'augmentation illégale des primes de l'assurance hospitalisation par DKV" (n° 2099)

20.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Le tribunal n'était pas d'accord avec l'augmentation de prime pour les contrats d'hospitalisation de la DKV et a procédé à leur annulation à la suite d'une action de Test-Achats. DKV ne partage bien sûr pas l'avis du tribunal et ira probablement en appel. Pour 2011, la société a en tout cas annoncé une augmentation de prime de 6,3 %.

L'augmentation de prime annoncée par DKV est-elle légale? L'article 14 de la loi de 1992 s'applique-t-il à une prime majorée de façon illégale? Que conseille le ministre aux consommateurs confrontés à l'augmentation de prime? Comment explique-t-il la différence entre les calculs de Mutualités chrétiennes et ceux de DKV? L'indice médical est-il bien fiable?

20.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais): Une entreprise d'assurances qui souhaite modifier les termes contractuels d'un contrat d'assurance maladie et augmenter ses tarifs est tenue de respecter le cadre légal. L'article 138bis 4 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre limite pour une entreprise d'assurances les possibilités de modifier les bases techniques de la prime et les conditions de couverture après la signature d'un contrat individuel d'assurance maladie. Conformément au § 1^{er}, de telles modifications ne peuvent en principe être apportées que moyennant l'accord réciproque des parties, à la requête exclusive de l'assuré principal et dans l'intérêt de l'assuré. Hormis ce cas, conformément au § 2, la prime, la franchise et la prestation peuvent être adaptées à l'échéance annuelle de la prime, sur la base de l'indice des prix à la consommation.

Le § 3 stipule que la prime, la franchise et les prestations peuvent être adaptées, à l'échéance annuelle de la prime, aux coûts des services couverts par le contrat d'assurance maladie privé, sur la base d'un ou de plusieurs indices spécifiques, pour autant que l'évolution de ces indices dépasse celle de l'indice des prix à la consommation. Sur la base de critères arrêtés par la loi et de l'avis du Centre fédéral d'expertise des soins de santé, le Roi détermine la structure de ces indices. Ces dispositions sont reprises dans l'arrêté royal du 1^{er} février 2010 déterminant les indices spécifiques visés à l'article 138bis 4, § 3, de la loi du 25 juin 1992. Le SPF Économie procède ensuite au calcul de la valeur des indices en question et les publie chaque année au *Moniteur belge*. Le Roi est habilité à augmenter la fréquence du calcul et de la notification de la valeur de l'indice précité.

Sur la base des données publiées le 20 août 2010 au *Moniteur belge*, l'indice du deuxième trimestre 2010 autorise une hausse de 6,71 % pour les primes du second semestre 2009.

Dans l'hypothèse où l'augmentation de la prime a été notifiée correctement, une augmentation de 6,30 % est possible dans les limites des possibilités contractuelles. En ce qui concerne les contrats évoqués dans la question, une augmentation de 3,74 % est possible pour le troisième trimestre de 2009.

Un jugement récent du tribunal de commerce confirme ce que j'ai toujours dit à ce propos. Les modifications de tarifs appliquées unilatéralement par une compagnie d'assurances et pour lesquelles il n'est pas fait usage de l'une des possibilités stipulées dans la loi, sont illégales. Il convient de les considérer comme non écrites. Les intéressés ne sont pas tenus de payer les augmentations de tarifs illicites et il ne peut aucunement en résulter une résiliation de la police ou une suspension de la couverture. Je conseille aux intéressés de déposer plainte auprès du médiateur.

J'ignore la méthodologie précise de l'étude des Mutualités chrétiennes. Plusieurs différences fondamentales peuvent être constatées entre l'indice médical et l'étude des Mutualités chrétiennes, ce qui rend plausible un résultat différent. Ainsi, la population est différente dans la mesure où il s'agit de l'ensemble des assurés

dans un cas et des membres des Mutualités chrétiennes dans l'autre.

La différence de méthodologie entraîne un décalage entre les périodes de référence. L'indice médical est établi à l'aide de moyennes mobiles. Toutes les factures sont rapportées à la période d'hospitalisation effective, indépendamment de la date de facturation. De ce fait, les données des factures ne se traduisent dans l'indice qu'après un certain délai. L'indice de 107,45 pour le quatrième trimestre 2009 ne se rapporte donc que partiellement aux factures émises en 2009.

L'étude des Mutualités chrétiennes, en revanche, compare les factures émises par les hôpitaux en 2008 et 2009 sans tenir compte de la période réelle d'hospitalisation. L'étude n'indique pas clairement non plus si elle tient également compte des frais déjà remboursés par l'assurance hospitalisation par le biais du système du tiers payant.

La méthodologie utilisée pour établir l'indice médical a été déterminée après consultation du Centre fédéral d'expertise des soins de santé. L'indice médical est basé sur la charge des sinistres communiquée par les compagnies d'assurances, qui est elle-même basée sur les factures des hôpitaux. Il s'agit donc de données objectives, qui sont en outre certifiées par un commissaire agréé. Par ailleurs, l'arrêté royal prévoit un test de représentativité, dès lors que les données doivent provenir d'au moins trois sociétés et concerner minimum 75 % du marché.

20.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Il n'en demeure pas moins que c'est au consommateur qu'il incombe d'entreprendre des démarches. Ne conviendrait-il pas de le faire par le biais d'une action collective?

20.04 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): La loi est la même pour tous et la séparation des pouvoirs doit être respectée.

L'incident est clos.

21 **Question de M. Jan Van Esbroeck au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la cession des bâtiments des douanes" (n° 2120)**

21.01 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): À une question quasiment identique posée par M. Logghe, le ministre a répondu qu'un accord aurait été conclu avec la Régie des Bâtiments et la Région flamande à propos du transfert de ces bâtiments. Pour la ministre flamande, Mme Crevits, le problème est précisément qu'il n'y a pas d'accord.

Le ministre avait-il précisé dans sa réponse qu'il existe un accord?

21.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Un accord existe, mais j'attends à présent un texte de la Régie des Bâtiments destiné au Conseil des ministres. Cet accord peut être utilisé par les Douanes et Accises pour l'acte de vente à la Région flamande. La Régie des Bâtiments fournira le dossier de transfert au Conseil des ministres dans les plus brefs délais.

21.03 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): S'agit-il d'un accord entre la Régie des Bâtiments et l'autorité fédérale?

21.04 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Et l'autorité flamande. Je vais le vérifier.

L'incident est clos.

22 **Questions jointes de**

- **M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les conséquences de la modification de l'article 346 du CIR sur la capacité de l'État à recouvrer les impôts dus dans le cadre des dossiers du QFIE" (n° 2130)**

- **M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la possible forclusion des dossiers QFIE" (n° 2165)**

22.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): La loi du 19 mai 2010 portant des dispositions fiscales et diverses

a modifié le calcul des délais de rigueur en cas d'envoi d'avis de rectification par l'administration fiscale. Les mots "de la date d'envoi de la demande" ont été remplacés par les mots "à compter du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi de la demande". Il s'agissait de prendre en compte, de façon anticipative, la réponse potentielle de la Cour constitutionnelle à la question préjudicielle du 21 avril 2009 posée par la cour d'appel d'Anvers, afin de savoir si l'article 346, alinéa 3, du CIR 92 stipulant que le délai de réponse d'un mois débute à partir de la date d'envoi de l'avis de rectification ne violait pas les articles 10 et 11 de la Constitution.

La modification de l'article 346 est applicable depuis le 7 juin 2010 et donc, à mon sens, pour les dossiers postérieurs à cette date. Il semble cependant que l'interprétation de l'administration fiscale soit différente, estimant que cette modification devrait être appliquée avec effet rétroactif à tous les recours administratifs et judiciaires pendants. Cela n'est pas sans conséquence sur des dossiers relatifs à des fraudes importantes. Selon *Le Vif* du 14 janvier, les 270 dossiers QFIE (quotité forfaitaire d'impôt étranger) encore en contentieux pourraient ainsi tomber à l'eau, soit 170 millions d'impôts enrôlés.

Quel est votre avis sur la rétroactivité du nouvel alinéa 3 de l'article 346 du CIR? Ne faudrait-il pas modifier cet article afin d'en préciser la non-rétroactivité?

Quel est l'impact en terme de pertes de recettes fiscales de cette interprétation faite par l'administration fiscale?

Cette interprétation a-t-elle déjà eu des répercussions sur le traitement de dossiers en cours?

22.02 Josy Arens (cdH): Me joignant à l'intervention de mon collègue Gilkinet, je vous demanderai de faire le point sur la question.

L'intervention législative survenue de par la loi du 19 mai 2010 ne corrige-t-elle pas la situation dénoncée par la Cour constitutionnelle?

Certains estiment que les nouveaux délais de l'article 346 du CIR 92 ont un caractère rétroactif. Qu'en pensez-vous?

Les dossiers QFIE risquent-ils de ne pas aboutir pour cause de forclusion?

Si oui, pouvez-vous expliquer pourquoi une réaction législative appropriée n'est pas intervenue?

Combien y a-t-il de dossiers QFIE et combien encore au stade du contentieux administratif?

Quels sont les montants concernés?

Pourquoi l'ISI a-t-elle enrôlé des montants si importants à une date si proche de la forclusion?

Le retard accumulé dans certains dossiers n'expose-t-il pas l'administration à des positions jurisprudentielles de la Cour constitutionnelle?

D'autres dossiers que des QFIE sont-ils concernés et pour quels montants?

Comment comptez-vous régler cette problématique?

22.03 **Didier Reynders**, ministre (*en français*): Les articles 6, 7 et 8 de la loi du 19 mai 2010 portant des dispositions fiscales et diverses sont entrés en vigueur le 7 juin 2010. Il n'y a donc pas d'effet rétroactif.

Ces dispositions voulaient anticiper sur deux questions préjudicielles posées à la Cour constitutionnelle afin de savoir si l'article 346, § 3, du CIR 92 viole les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il prévoit que le délai dont dispose le contribuable pour répondre s'ouvre lors de l'envoi de l'avis de rectification. Le 2 juin 2010, celle-ci a répondu par l'affirmative. Eu égard à cela, le nouveau délai doit, en ce qui concerne les articles 316, 346, § 3, et 351, § 3, du CIR 92, être appliqué à partir du 2 juin 2010 à toutes les demandes de renseignements, à tous les avis de rectification et à toutes les modifications de l'imposition d'office dont le délai de réponse court actuellement. De plus, ces nouveaux délais doivent être appliqués à tous les recours administratifs et judiciaires pendants.

Le problème de rétroactivité est une conséquence de l'arrêt de la Cour constitutionnelle. Actuellement, la rétroactivité n'a été invoquée que dans un nombre limité de dossiers judiciaires. L'administration analyse actuellement les griefs soulevés et vérifie les moyens de défense. Il appartiendra au directeur régional compétent ou au juge en dernière instance de trancher. Par conséquent, tant qu'il n'est pas sûr que les griefs sont fondés, l'impact chiffré n'est pas connu.

22.04 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): J'entends votre position selon laquelle l'administration continue à estimer les sommes effectivement dues dans l'attente d'une décision de justice.

Il fallait appliquer ces délais aux dossiers en contentieux, donc y compris aux dossiers antérieurs à la décision de la Cour constitutionnelle ou à l'entrée en vigueur de la loi.

En cette matière, il faut aller au bout des choses et aller, si nécessaire, en justice.

S'il y avait forclusion, après décision de justice, cela donnerait à nouveau un signal très négatif quant à la capacité de l'État. Il s'agit évidemment de vieux dossiers. Mais il faut lutter efficacement contre la fraude fiscale.

22.05 **Josy Arens** (cdH): Il s'agit d'un gros problème. J'espère que l'administration trouvera des solutions pour que le Trésor ne soit pas le grand perdant de cette opération.

L'incident est clos.

22.06 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Compte tenu du manque d'intérêt et de l'heure tardive, je retire ma question n° 2133 sur les intérêts notionnels.

23 **Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la circulaire numéro Ci.RH.421/605.074" (n° 2132)**

23.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Mon intervention concerne les points 9 et 11 à 13 de la nouvelle circulaire.

Lorsque, dans le cadre du contrôle d'une société, une erreur est constatée dans les avantages non déclarés de toute nature, le ministre est-il d'accord pour dire que pareille erreur ne peut pas être rectifiée par une déclaration complémentaire du bénéficiaire des avantages de toute nature en question, dans laquelle celui-ci mentionne les montants non déclarés en demandant à son contrôleur de les soumettre à l'impôt des personnes physiques?

Est-il exact qu'un avantage de toute nature non mentionné sur une fiche et sur un relevé récapitulatif supplémentaire des avantages justifiables de toute nature doit être soumis à l'imposition distincte de 300 %

dans le chef de la société qui fournit l'avantage? De même, est-il exact que la tolérance administrative qui consiste à autoriser une comptabilisation par le biais du compte courant, que ce soit ou non en même temps que le dépôt du compte annuel rectifié, n'est pas à l'ordre du jour en l'occurrence?

23.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Je confirme les conclusions de M. Van der Maelen. La disposition légale concernée s'en trouverait en effet vidée de sa substance.

La **présidente**: Nous sommes peut-être entrés dans une ère de changement.

L'incident est clos.

24 **Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "un audit de contrôles fiscaux" (n° 2138)**

24.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Les agents des services extérieurs me signalent que la cellule Assistance et Contrôle interne a réalisé l'audit d'un certain nombre de dossiers vérifiés par les centres de contrôle.

De nombreux dossiers auraient été clôturés par un accord illégal. Ces accords concernent-ils effectivement surtout la non-application de la cotisation spéciale des commissions secrètes aux avantages de toute nature non justifiés formellement? Le ministre est-il disposé à permettre aux commissaires de consulter les résultats de l'audit et quelles directives ont été formulées à la suite de cet audit?

24.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Dans le cadre du suivi du fonctionnement des centres de contrôle de l'AFER, le service Assistance et Contrôle interne a vérifié dans le courant de 2010 si un certain nombre de tâches essentielles ont été effectuées lors du traitement de ces dossiers, conformément aux directives édictées. Quelques imprécisions ont été constatées lors de la régularisation fiscale des avantages de toute nature. Une note générale comportant des recommandations, des directives et des bonnes pratiques sera envoyée à tous les centres de contrôle. Il est encore trop tôt pour distribuer cette note de synthèse mais je transmettrai une copie.

L'incident est clos.

La **présidente**: M. Jan Jambon a demandé le report de sa question n° 2153. Il en va de même pour M. Gerald Kindermans et sa question n° 2158.

25 **Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'enregistrement des redevances pour documents administratifs dans le budget des Voies et Moyens et leur paiement" (n° 2154)**

25.01 **Veerle Wouters** (N-VA): Toutes les recettes des autorités sont versées au Trésor. Dans la pratique, les montants sont virés sur un compte de La Poste commençant par les chiffres 679. Il me revient que, dans un cas concret, un directeur régional a réclamé le versement d'une indemnité pour les photocopies de documents administratifs sur un compte de BNP Paribas Fortis.

Ces indemnités versées au SPF Finances font-elles partie des moyens généraux? À quel article les indemnités pour photocopies figurent-elles? Ces indemnités doivent-elles être versées sur un compte commençant par les chiffres 679? Dans la négative, un arrêté ministériel a-t-il été promulgué pour déroger au principe budgétaire de l'unité de caisse? Dans ce cas, quand a-t-il été promulgué et publié? Quel contrôle est exercé sur ces comptes? Comment un particulier peut-il savoir qui est le titulaire du compte sur lequel il doit effectuer un versement? Si aucun arrêté ministériel n'a été publié, ce particulier peut-il refuser de payer sur un compte ne débutant pas par les chiffres 679?

25.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*): Les redevances pour la délivrance de documents administratifs font partie des moyens généraux et sont en principe versées sur un compte 679 du Trésor.

Pour pouvoir examiner cette question concrète, mon administration me demande de lui communiquer le nom du directeur régional, l'intitulé de son administration ainsi que le numéro de compte concerné. Je serai en

mesure de demander une enquête si je dispose de ces données.

25.03 Veerle Wouters (N-VA): Il me semble donc que nous sommes ici en présence d'une anomalie.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 17 h 31.

De vergadering wordt geopend om 14.42 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

De **voorzitter**: Vraag nr. 1678 van mevrouw Meyrem Almaci wordt ingetrokken. Mevrouw Lalieux is niet aanwezig. Aangezien haar samengevoegde vraag nr. 1695 inmiddels door de actualiteit achterhaald is, vervalt ze.

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het nieuwe hoofdkwartier van de federale politie" (nr. 1744)
- de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de toekomstige vestiging van de federale politie in het Rijksadministratief Centrum" (nr. 1762)
- de heer Steven Vandeput aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de verhuis van de federale politie naar het voormalig Rijksadministratief Centrum" (nr. 1774)

01.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Veel van mijn vragen werden al beantwoord in het verslag dat de minister ons vorige week bezorgde. Zullen in dit dossier de aanbevelingen van het Rekenhof nauwlettend worden opgevolgd, zodat de kosten tot het strikte minimum worden beperkt?

01.02 Steven Vandeput (N-VA): Werd er effectief een kosten-batenanalyse gemaakt? In welke mate heeft die de verhuis beïnvloed? Hoeveel bedraagt de gemiddelde huurlast van de huidige locaties per vierkante meter en per jaar? Hoeveel wordt dat in de toekomst? Zijn de installatiekosten in de verhuurprijs opgenomen of worden ze afzonderlijk betaald door de Staat? Hoeveel bedragen die installatiekosten? Werd in het huurcontract een boeteclausule opgenomen in geval van laattijdigheid?

01.03 Minister Didier Reynders (Nederlands): Alle betrokken documenten uit de ministerraad werden ter beschikking van de commissie gesteld.

De onderhandelingen over de ondertekening van een huurcontract zijn aan de gang. Ze zullen nog een paar weken in beslag nemen.

De centralisatie moet het mogelijk maken ruimtes beschikbaar te maken in gebouwen van de Regie zodat een aantal dure renovatiewerken niet langer nodig zijn en er ook op huurcontracten kan worden bespaard.

Er zijn ook voordelen op operationeel vlak die nog groter zullen worden als de stad Brussel haar voornemen gestand blijft om haar operationele politie-eenheden in het nabijgelegen gebouw te plaatsen.

Dat zal ook het geval zijn voor de lokale Brusselse politie.

De jaarlijkse huurprijs bedraagt 13.227.015 euro. De eigenaar werd bereid gevonden tot een gedeeltelijke tenlasteneming van de eerste inrichtingswerken voor een bedrag van circa 4,7 miljoen euro exclusief btw.

Of de Europese Commissie de huurprijs te hoog zou vinden, is mij niet bekend. Uit mijn contacten met de Commissie is dit alleszins niet gebleken. Mocht de Regie der Gebouwen voor 9 januari 2011 niet tot een akkoord zijn gekomen met de eigenaar, zou de Europese Commissie het volledige gebouw gehuurd hebben.

De Commissie zou er dan haar directoraat-generaal Onderzoek en Ontwikkeling gehuisvest hebben. Mocht de vervaldatum van 9 januari 2011 verstreken zijn geweest zonder beslissing van de federale regering, had de Commissie meteen de procedure opgestart om een contract te sluiten met de eigenaar van het Rijksadministratief Centrum.

Het consulteren van de markt op basis van de behoeften van de federale politie heeft geen waardige alternatieven opgeleverd.

Het moge duidelijk zijn dat ik geen huurcontract zal ondertekenen zonder een duidelijk engagement van de ministerraad.

01.04 Servais Verherstraeten (CD&V): Alhoewel er een overaanbod is in Brussel, voldeed slechts één enkele site. Dat is jammer, want het beperkt de concurrentie. De onderhandelingspositie van de Regie wordt bovendien fundamenteel verzwakt doordat er een andere geïnteresseerde is. Zo jaagt de Europese overheid de Belgische overheid op kosten.

Bij de uitvoering der werken moeten de concurrentieregels spelen. Gelukkig zullen de aanbevelingen van het Rekenhof maximaal worden opgevolgd.

Ik juich toe dat de lokale politie in het gebouw komt. Misschien kunnen de vijf andere politiezones zich in hetzelfde gebouw vestigen. Dat zou andere problemen kunnen oplossen.

01.05 Steven Vandeput (N-VA): De onderhandelingen op basis van de behoeften van de federale politie gebeurden dus correct en de minister probeert terecht het voor de Staat gunstigste contract af te sluiten. De minister antwoordde echter niet op de vraag of er een kosten-batenanalyse werd uitgevoerd.

Misschien moeten wij de Regie der Gebouwen erop wijzen dat zij zuinig moet omgaan met het overheidsgeld. Er moet een aantal objectieve financiële criteria worden ingebouwd. Specifieke behoeften kunnen worden gekwantificeerd. Daarvoor bestaan aanbestedingspuntensystemen. Ook voor het kiezen van een architect zijn er puntensystemen. Dat alles is niet gemakkelijk, maar ook niet onmogelijk.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Franco Seminara aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de stand van zaken met betrekking tot de werken aan de Europese School Brussel IV" (nr. 1752)

02.01 Franco Seminara (PS): Om in de groeiende behoeften van de schoolgemeenschap van de Europese school in Brussel te voorzien, wordt er door de Regie der Gebouwen een nieuwe vleugel in Laken gebouwd. De directie heeft het personeel meegedeeld dat het einde van de werken voor september 2012 gepland is, maar er bestaat twijfel of die datum wel zal worden gehaald.

Hoever zijn die werken al opgeschoten? Zal die nieuwe vleugel klaar zijn voor het begin van het schooljaar 2012?

02.02 Minister Didier Reynders (Frans): Wat de bestaande school van Berkendael betreft, kan de capaciteit van de Europese scholen in Brussel enkel verhoogd worden door de installatie van containers, wat nu gebeurt. De vergunningsaanvraag werd op 28 juni jongstleden ingediend. De planning voor de terbeschikkingstelling van 312 bijkomende plaatsen in september 2011 – voor de duur van één jaar – wordt nageleefd.

Andere werken werden in juli 2010 beëindigd, zodat de schooladministratie kon verhuizen en het meubilair geïnstalleerd kon worden.

Wat de nieuwe school te Laken betreft, werden de sloop- en asbestverwijderingswerkzaamheden al uitgevoerd. Fase twee van de bouw- en renovatiewerken is op 17 mei 2010 begonnen. De uitvoering van deze werken verloopt volgens planning. De uitvoeringstermijnen zullen dus normalerwijs gerespecteerd

worden.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Raf Terwingen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de bescherming van deposito's geplaatst op een derdenrekening" (nr. 1833)

03.01 Raf Terwingen (CD&V): Notarissen, advocaten en gerechtsdeurwaarders werken met zogenaamde derdenrekeningen waarop zij geld plaatsen dat zij voor hun cliënten ontvangen.

In welke mate zijn die rekeningen verzekerd?

Naar aanleiding van de bankencrisis in 2008 ondervroeg ik de minister daarover. Hij antwoordde dat er een bescherming gold tot 100.000 euro. Toch blijft er daarover onrust bestaan omdat de bescherming tot 100.000 euro onvoldoende is, aangezien het vaak over veel grotere bedragen gaat per cliënt.

Klopt het dat er bescherming is tot 100.000 euro? Zijn notarissen, advocaten of gerechtsdeurwaarders persoonlijk verantwoordelijk in het geval van een crisis of wanneer door een technisch-financieel probleem geld verloren gaat?

03.02 Minister Didier Reynders (*Nederlands*): De bescherming geldt ook voor de tegoeden op de derdenrekeningen die geopend zijn door een advocaat, notaris of gerechtsdeurwaarder. De reglementering van de Belgische depositobeschermingsregeling bepaalt dat de tegoeden op deze rekeningen als schuldvorderingen van derden worden beschouwd, voor zover de betrokken rekeningen zijn onderverdeeld in subrubrieken op naam van deze derden in de boekhouding van de instelling die optreedt als bewaarder of voor zover het aandeel van deze derden door de titularis van de rekening wordt aangetoond op basis van de mededeling, gemaakt naar aanleiding van stortingen, overschrijvingen en geldafhalingen.

Voor de toepassing van de limiet van 100.000 euro zal het individuele aandeel van iedere derde in de derdenrekening gevoegd worden bij de andere tegoeden die deze eventueel bij de deficiënte kredietinstelling heeft. Er zijn dus duidelijk een aantal voorwaarden aan verbonden. De limiet van 100.000 euro vloeit voort uit de Europese regelgeving. De werkwijze stemt overeen met de Europese voorschriften. De limiet geldt ongeacht het aantal rekeningen van een deposant bij een deficiënte kredietinstelling, ongeacht de aard van deze rekening en ongeacht of de tegoeden op eigen naam of op een derdenrekening staan.

De derde voor wiens rekening geld werd gedeponeerd bij een deficiënte kredietinstelling door een niet-financieel beroep, dus advocaat, notaris en gerechtsdeurwaarder, en die geen volledige tegemoetkoming bekommt vanwege de beschermingsregeling, behoudt een chirografaire schuldvordering op de massa van het faillissement ten belope van het bedrag dat de limiet van 100.000 euro overschrijdt. Deze schuldvordering is onderworpen aan dezelfde regels die gelden voor de andere deposanten. De verantwoordelijkheid van de titularis van de rekening kan niet worden ingeroepen indien hem geen fout ten laste kan worden gelegd.

Dergelijke verplichtingen worden niet opgelegd door de Europese regelgever. Deze vrije beroepen dienen krachtens wettelijke en reglementaire bepalingen de derdengelden te plaatsen op afzonderlijke derdenrekeningen bij de erkende kredietinstellingen.

Curatoren van een faillissement moeten overeenkomstig de wet van 4 september 2002 de bedragen afkomstig van verkopeningen en invorderingen binnen de maand na ontvangst plaatsen bij de Deposito- en Consignatiekas, met uitzondering van een bedrag dat door de rechter-commissaris wordt bepaald en dat op een andere rekening mag staan voor de lopende uitgaven van het faillissement.

Voor de notarissen gaat het om sommige stortingen in toepassing van artikel 2, 3, 4 en 5 en effecten neergelegd in toepassing van artikel 6 en 7 van het KB van 10 januari 2002, dat het KB van 14 december 1935 vervangt. Elke notaris moet volgens die wet een onderscheid maken tussen zijn privérekeningen en zijn professionele rekening. Er moet nog een onderscheid gemaakt worden naargelang de notaris al dan niet het

beheer behoudt van de rekening in kwestie.

Ten eerste, de notaris behoudt het beheer over zijn rekeningen. Er mag geen enkele som ontvangen voor derden en groter dan 2.500 euro langer dan een maand op zijn rekening blijven staan. De notaris is verplicht een speciale rubriekrekening op zijn naam te openen voor de gerechtigden, ofwel bij de Deposito- en Consignatiekas, ofwel bij een andere daartoe erkende kredietinstelling.

Ten tweede, de notaris behoudt niet het beheer over zijn rekeningen. Alle sommen die door de gerechtigde niet zijn teruggevorderd, noch aan hem of hen zijn overgemaakt twee jaar na het afsluiten van het dossier naar aanleiding waarvan zij door de notaris werden ontvangen, moeten in bewaring worden gegeven bij de Deposito- en Consignatiekas.

03.03 Raf Terwingen (CD&V): Dit is een duidelijk antwoord en tevens een geruststelling voor de betrokken beroepsgroepen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de aanhoudende problemen aan de grensparking van Rekkem" (nr. 1850)

04.01 Peter Logghe (VB): De voormalige douanegebouwen aan de Belgisch-Franse grensovergang in Rekkem en het nabijgelegen parkingterrein zijn helemaal vervallen. Voor vrachtwagenchauffeurs die daar even willen verblijven, zijn er noch toiletten noch de mogelijkheid om eten of drank te kopen. Betrokken gebouwen moeten overgedragen worden van de federale aan de Vlaamse overheid maar dit laat al jaren op zich wachten.

Waarom blijft de overdracht zo lang uit? Waarom worden de gebouwen ondertussen zozeer verwaarloosd?

04.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Het gebouwencomplex staat al een vijftiental jaren leeg. Het klopt dat er publiek sanitair noch eet- of drankgelegenheid beschikbaar is.

Met het oog op een overdracht aan het Vlaams Gewest van een aantal douanekantoren aan de grens met Frankrijk en Nederland – waaronder het douanecomplex van Menen-Rekkem – werden er door de Regie der Gebouwen, de Administratie der Douane en Accijnzen en het Vlaams Gewest jarenlang onderhandelingen gevoerd. Behalve met de discussie over de prijs en de wijze waarop de overdracht van het complex zou plaatsvinden, moest ook rekening worden gehouden met het verzoek van de Administratie der Douane en Accijnzen om een gebruiksovereenkomst op te maken zodat de douanediensten voor hun – al dan niet in internationaal verband georganiseerde – controleactiviteiten sporadisch over de infrastructuur zouden kunnen beschikken.

Het leegstaande gebouwencomplex te Rekkem wordt niet bewaakt of beveiligd. Er zijn geen camera's geïnstalleerd.

Ik heb echter goed nieuws! Er werd ondertussen een akkoord bereikt over die gebruiksovereenkomst, die als addendum bij de akte van verkoop aan het Vlaams Gewest zal worden gevoegd. De Regie der Gebouwen zal mij het overdrachtdossier zo spoedig mogelijk bezorgen zodat ik het ter goedkeuring aan de Ministerraad kan voorleggen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde" (nr. 1855)

05.01 Katrin Jadin (MR): Op 6 maart 2009 geeft de heer X een stuk grond aan zijn dochter Y. Laatstgenoemde wordt naakte eigenaar van het terrein, terwijl haar vader het recht van vruchtgebruik behoudt. De betrokkenen willen op dat stuk grond een gebouw oprichten, waarvan mevrouw Y dus naakte

eigenaar zal zijn en haar vader vruchtgebruiker. Hij zal zo snel mogelijk zijn intrek nemen in de woning.

De stedenbouwkundige vergunning voor de bouw van een eengezinswoning werd door een gemeentebestuur uitgereikt aan de dochter Y. Alle facturen staan op naam van de naakte eigenaar. De heer X bewoont het gebouw sinds september 2010.

Hoe wordt het verlaagde btw-tarief van 6 procent op de schijf van 50.000 euro toegepast ten aanzien van de vruchtgebruiker en de naakte eigenaar? Op welke naam moeten de aan de administratie toegestuurde facturen worden opgesteld?

05.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): De opdrachtgever kan, voor zover hij voldoet aan de vastgestelde voorwaarden, tijdelijk het voordeel genieten van het verlaagd tarief van 6 procent over een totale gecumuleerde maatstaf van heffing van 50.000 euro exclusief btw. Als verscheidene personen samen optreden als opdrachtgever, moeten ze allen de woning als vaste privéwoning gebruiken en er gedurende de voorgeschreven periode hun domicilie hebben. Wanneer het onroerend goed met een vruchtgebruik bezwaard is en de naakte eigenaar effectief als opdrachtgever optreedt, alleen of met de vruchtgebruiker, maar dat alleen de vruchtgebruiker het onroerend goed als vaste privéwoning zal gebruiken, komen de onroerende verrichtingen met betrekking tot dat goed niet in aanmerking voor het verlaagde btw-tarief in het kader van de voormelde tijdelijke maatregel.

05.03 **Katrin Jadin** (MR): Geldt dat ook als de vruchtgebruiker de facturen indient?

05.04 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Dat hangt ervan af wie de opdrachtgever is!

Het incident is gesloten.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het gevaar voor België om opnieuw op de grijze OESO-lijst van belastingparadijzen terecht te komen" (nr. 1971)
- de heer **Josy Arens** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de mogelijkheid dat België weer op de zogenaamde grijze lijst terechtkomt" (nr. 1858)

06.01 **Josy Arens** (cdH): De overeenkomsten inzake de uitwisseling van fiscale inlichtingen die de afgelopen twee jaar gesloten werden en waardoor ons land van de grijze OESO-lijst van belastingparadijzen kon worden geschrapt, zouden niet zoals gepland begin 2011 in werking treden. Deze overeenkomsten werden door de federale overheid gesloten, maar dienden nog door de Gewesten en Gemeenschappen bekrachtigd te worden, omdat ze ook betrekking hebben op hun bevoegdheden. Gelet op de huidige politieke situatie zal die ratificatie nog niet voor morgen zijn. Dat is erg spijtig! Ons land dreigt opnieuw op de grijze lijst terecht te komen.

Waarom is de administratie bij de pakken blijven zitten? Hoe zult u dit probleem aanpakken? Wat zouden de gevolgen voor ons land zijn, als het opnieuw op de grijze lijst terechtkomt? Hebt u in dit verband al contact opgenomen met de OESO?

06.02 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Vanmorgen hebben we de vertegenwoordigers van de OESO ontvangen, die ons gewaarschuwd hebben voor dit juridisch probleem en de bedreiging die daarvan uitgaat voor België. De deelstaatsparlementen moeten inderdaad die overeenkomsten inzake de uitwisseling van fiscale inlichtingen, die de federale overheid met diverse landen heeft gesloten, nog goedkeuren. De VBO-voorzitter toonde zich ook bezorgd over de imagoschade die België daardoor zou lijden.

Wat zijn de problemen? En wat zijn de oplossingen?

06.03 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Met het oog op een snelle goedkeuring van de internationale akkoorden die ons land moet sluiten om in overeenstemming te zijn met de internationale standaard inzake de uitwisseling van fiscale inlichtingen, had de administratie Fiscale Zaken geopteerd voor formules die precies moesten voorkomen dat die akkoorden als gemengde verdragen zouden worden aangemerkt.

In elf van de twaalf voor advies aan de Raad van State voorgelegde goedkeuringsdossiers, meende de Raad, geheel onverwachts, dat het om gemengde verdragen ging. We moeten daarmee rekening houden. Mijn diensten deden dus het nodige om deze kwestie zo snel mogelijk voor te leggen aan de werkgroep 'gemengde verdragen' bij de FOD Buitenlandse Zaken. In oktober en november 2010 besliste die werkgroep het advies van de Raad van State te volgen. Die beslissing werd op 9 december 2010 ter goedkeuring voorgelegd aan de Interministeriële Conferentie Buitenlands Beleid (ICBB), die over een termijn van 30 dagen beschikt om eventuele bezwaren te formuleren. Mijn diensten verwachten dat de ICBB hetzelfde standpunt zal innemen en stellen alles in het werk om ervoor te zorgen dat de aangepaste parlementaire stukken binnenkort ter goedkeuring aan het Parlement kunnen worden voorgelegd. Er werd de vertegenwoordigers van de Gewesten en de Gemeenschappen gevraagd snel werk te maken van hun eigen goedkeuringsprocedure.

Om te voorkomen dat België zou worden beschouwd als een land dat niet over de nodige juridische instrumenten beschikt om de uitwisseling van bankgegevens mogelijk te maken en om internationale sancties te vermijden, heb ik voorgesteld artikel 318 van het WIB 92 te wijzigen. De bedoeling is om op korte termijn de uitwisseling van bankgegevens met betrekking tot de inkomstenbelasting mogelijk te maken tussen ons land en alle landen waarmee ons land hierover een akkoord heeft gesloten. Die bepaling staat in een wetsontwerp dat voor advies aan de Raad van State werd voorgelegd en waarover het Parlement zich hopelijk binnen afzienbare tijd zal kunnen uitspreken.

06.04 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): We zullen zien of we dit wetsontwerp zullen kunnen behandelen in deze periode van lopende zaken. We hebben nog heel wat voor de boeg op het stuk van de uitwisseling van gegevens en de transparantie in de banksector.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de nieuwe gevangenis van Dendermonde" (nr. 1906)**

07.01 **Karel Uyttersprot** (N-VA): De eerste steen van de nieuwe gevangenis in Dendermonde is nog niet gelegd. Volgens de minister van Justitie zou de oplevering in het najaar van 2013 kunnen gebeuren.

Wat is de planning van de bouw? Hoe gebeurt de financiering? Is er overleg met het Vlaamse Gewest over de infrastructuurwerken? Wat zal er met het oude gebouw gebeuren?

07.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): De financiering van de nieuwe gevangenis van Dendermonde zal door middel van publiekprivate samenwerking gebeuren. Hiervoor wordt de zogenaamde DBFM-formule gehanteerd, *Design, Build, Finance and Maintain*.

In februari 2011 worden de aangepaste biedingen ontvangen, in maart wordt de partner uitgekozen en in mei wordt de bouwaanvraag ingediend. In juni 2011 wordt dan het DBFM-contract gesloten met de uitgekozen partner. In oktober 2011 moet de bouwvergunning er liggen en kunnen de werken starten. Op 30 juni 2013 moeten de werken achter de rug zijn en op 1 juli 2013 wordt de gevangenis ter beschikking gesteld. De procedure zit helemaal op schema.

Voorzitter: Damien Thiéry.

Omdat het budgettair deel van de DBFM-operatie nog niet geregeld is, kan de kostprijs nog niet worden gecommuniceerd. Bij de ingebruikname van de gevangenis zal de federale overheid gedurende 25 jaar een beschikbaarheidvergoeding betalen.

Er werd overleg gepleegd met Vlaams minister Crevits. Uit dit overleg is een samenwerkingsovereenkomst ontstaan tussen de Regie der Gebouwen en de Dienst Waterwegen en Zeekanalén voor de bouw van de aansluitingsweg.

Verschillende pistes worden momenteel onderzocht door de FOD Justitie voor de herbestemming van de oude gevangenis. De Regie der Gebouwen wacht daarop.

Het incident is gesloten.

08 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Christian Brotcorne** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het beheer door de Regie der Gebouwen van het dossier van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie" (nr. 1857)
- mevrouw **Sonja Becq** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de herhuisvesting van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC)" (nr. 1913)

08.01 **Christian Brotcorne** (cdH): De gebouwen waarin het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC) is gevestigd, voldoen niet langer aan de huidige normen. Er moet dus een ander onderkomen voor die instantie worden gevonden, een vaststelling die op 17 juli 2009 door de ministerraad werd onderschreven.

De Regie der Gebouwen werd daartoe gelast, hetzij door een bestaand gebouw te huren, hetzij door te voorzien in een nieuwbouw die aan de specifieke eisen van het NICC kan voldoen. De Regie der Gebouwen heeft evenwel aangegeven dat ze niet bevoegd is om het programma van technische eisen op te stellen. Dat programma bevat de noden inzake werkruimten, die nog op een gedetailleerde manier in technische criteria moeten worden omgezet alvorens men de markt kan consulteren.

De Regie zou die bevoegdheid kunnen verwerven, maar dat zou minstens een jaar tijd in beslag nemen. Om tijd te winnen, werd voorgesteld om een studiebureau aan te duiden, dat zo'n programma van eisen zou opstellen. De Regie zou die procedure opstarten en zou de studie in permanent overleg met het NICC sturen.

Blijkbaar is de selectie van dat studiebureau echter nog maar net van start gegaan!

Hoe ver staat men ermee? Waarom heeft de Regie zo lang getalmd? Door de problemen met de gebouwen kunnen we vandaag niet langer garanderen dat de analyses van het NICC, die nodig zijn voor de goede werking van het gerecht, op een correcte en geloofwaardige manier kunnen plaatsvinden. Zal de Regie de verantwoordelijkheid dragen voor mogelijke fouten die het gevolg zijn van haar nalatigheid in dit dossier?

08.02 **Sonja Becq** (CD&V): De overheid moet ervoor zorgen dat het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie (NICC) in een degelijke infrastructuur gehuisvest kan worden.

Werden er dringende beveiligingswerken uitgevoerd? Is het juist dat er nog steeds geen studiebureau werd aangesteld? Tegen wanneer zal men een voorstel hebben voor een nieuwe locatie? Kan het Instituut nog wel aan zijn opdrachten voldoen in een gebouw dat totaal niet beantwoordt aan de hedendaagse normen?

08.03 Minister **Didier Reynders** (Frans): De Regie heeft de jongste jaren volgens twee krachtlijnen gewerkt: de verbetering van de bestaande situatie en het zoeken naar een nieuw gebouw. Ze heeft in 2010 nog aanpassingswerken uitgevoerd aan lokalen voor een bedrag van 293.113,61 euro.

De studieopdracht van het bureau werd, op aanvraag van het Instituut, uitgebreid tot de beschrijving van de corebusiness en tot het opstellen van een bijzonder lastenboek voor de eigen installaties van het NICC. Die bijkomende vragen hebben de procedure met enkele maanden verlengd.

De huidige situatie is de volgende. De oproep tot de kandidaten werd op 1 september 2010 bekendgemaakt. De Inspectie van Financiën heeft het selectieverslag op 18 oktober 2010 goedgekeurd.

(Nederlands) Deze maand verzendt men het lastenboek aan de weerhouden kandidaten. In maart 2011 worden de offertes geopend. Omdat de uitvoeringstermijn een gunningscriterium in het lastenboek is, kan voor het vervolg geen precieze timing worden gegeven. We zullen de verschillende voorstellen grondig onderzoeken.

De eerste opdracht voor het studiebureau zou voor de verlofperiode van 2011 voltooid moeten zijn. Het lastenboek voor de aanduiding van een promotor zou dan na enkele maanden kunnen worden gepubliceerd. De toewijzing van deze opdracht zou dan in het eerste semester van 2012 kunnen gebeuren. De werken kunnen meer dan twee jaar in beslag nemen.

Het Instituut is geaccrediteerd volgens de ISO-norm 17025. We moeten niet alleen werk maken van de huidige gebouwen, maar ook denken aan een andere locatie. Er loopt hiervoor een procedure.

In 2010 gebeurden er voor meer dan 293.000 euro aan werken aan het gebouw.

08.04 Christian Brotcorne (cdH): U geeft weinig uitleg over de redenen van de vertraging.

Ik vind dat de lokalen zo vlug mogelijk in dienst moeten worden genomen. Komt er in afwachting een tijdelijke oplossing?

Door de minister die rechtstreeks verantwoordelijk is voor de kwaliteit van de procedures waarmee het NICC zich voor rekening van de gerechtelijke dienst bezighoudt te interpellieren, zullen we een beter inzicht krijgen.

08.05 Sonja Becq (CD&V): Ik sta toch wel te kijken van de duurtijd van deze procedure. In de tussentijd moet men voor een ernstige huisvesting zorgen en hierbij de kostprijs toch ook enigszins in het oog houden. Eventueel moet er tijdelijk naar een andere oplossing worden gezocht.

Het incident is gesloten.

09 Samengevoegde vragen van

- mevrouw **Christiane Vienne** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de valse identiteit die sommige banken aan hun cliënten verschaffen" (nr. 1953)
- mevrouw **Veerle Wouters** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de regularisatie van spookrekeningen van buitenlandse vennootschappen" (nr. 1955)
- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "banken die hun cliënten een valse identiteit verschaffen" (nr. 1970)

09.01 Christiane Vienne (PS): Op 14 december heeft de heer Karel Anthonissen, directeur van de belastinginspectie van Gent, verklaard dat bepaalde Belgische banken hun klanten zouden voorstellen een valse identiteit te creëren om hun rekeningen aan het oog van de fiscus te onttrekken. Toen de CBFA hierover ondervraagd werd, zou ze haar verbazing geuit hebben over de vaststellingen van de belastinginspectie en beloofd hebben zware boetes op te leggen als zou blijken dat de directies van de banken op de hoogte waren.

Klopt deze informatie die op 14 december in de pers verscheen? Wordt er een onderzoek geopend? Welke risico's lopen de desbetreffende banken?

Voorzitter: Muriel Gerkens.

09.02 Veerle Wouters (N-VA): Ik verwijs naar het antwoord van de minister op een interpellatie op 13 maart 2007. Naar verluidt onderzoekt de CBFA thans – op aanwijzing van de BBI – of Belgische banken zich schuldig hebben gemaakt aan identiteitsfraude bij de regularisatie van buitenlandse vermogensstructuren. Dit is zeer opmerkelijk aangezien de aanvragers van een regularisatieaangifte met betrekking tot buitenlandse vermogensstructuren hun rechtspositie beoordeeld hebben op basis van de richtlijnen verstrekt door het Contactpunt Regularisaties in 2006.

Kan een buitenlandse vermogensstructuur door het Contactpunt Regularisaties als transparant worden beschouwd en door de BBI als een spookbedrijf? Waarom wordt een attest van een buitenlandse bank door het Contactpunt Regularisaties beschouwd als een bewijs van transparantie van de buitenlandse

vermogensstructuur, terwijl hetzelfde attest verstrekt door een Belgische bank door de BBI als identiteitsfraude wordt betiteld?

Bevestigt de minister zijn antwoord van 13 maart 2007? Of geldt dat antwoord niet wanneer het attest wordt verstrekt door een Belgische bank? Moeten wij dan – op basis van het onderzoek door de BBI – concluderen dat het Contactpunt Regularisaties heeft meegewerkt aan de regularisatie van vermogens van buitenlandse vennootschappen met rechtspersoonlijkheid, alhoewel die niet als transparant konden worden beschouwd?

09.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): De door de belastinginspectie van Gent aangeklaagde feiten – in dit geval de hulp van banken aan particulieren om valse identiteiten te creëren teneinde belastingen te ontduiken – zijn ernstig.

Kan u deze informatie bevestigen? Hoeveel ontvangsten loopt de Staat daardoor mis? Welke banken die zich tot die praktijken leenden, werden door de Belgische Staat ten tijde van de financiële crisis geholpen? Welke maatregelen heeft de CBFA tegen die banken genomen? Welke sancties zullen er worden opgelegd?

09.04 Minister **Didier Reynders** (Frans): U zinspeelt op een artikel dat op 14 december 2010 in *De Tijd* verscheen, waarin de naam van de directeur-generaal van de Bijzondere Belastinginspectie van Gent, de heer Karel Anthonissen, wordt genoemd. Die ambtenaar was al met die informatie naar buiten gekomen tijdens een studiedag in 2009.

Wat het artikel betreft, heeft de CBFA navraag gedaan bij de BBI van Gent, die daarop enkele concrete dossiers aan de CBFA overmaakte. De belastingplichtige kan pas op het moment dat de BBI vaststellingen doet, een regularisatieattest voorleggen.

Ik heb nooit rechtstreeks enige informatie of het minste document van de ambtenaar in kwestie mogen ontvangen en dat is niet de eerste keer. Het zou nuttig zijn dat men af en toe de hiërarchische weg volgt in plaats van naar de pers te stappen.

De CBFA controleert die praktijken en gaat na of de kredietinstellingen die onder haar toezicht staan, betrokken zijn. Als zij vaststelt dat die instellingen bijzondere fiscale mechanismen ingevoerd hebben om belastingontduiking door derden te bevorderen, dan kan zij uitzonderlijke maatregelen treffen: een termijn opleggen voor de stopzetting van die praktijken, de uitoefening van een deel of het geheel van de activiteiten van de instelling opschorten of die activiteit verbieden. Zo moet voorkomen worden dat de financiële instellingen daden zouden stellen die belastingontduiking door de klanten kunnen bevorderen. Die daden kunnen de toestand en de reputatie van de betrokken instellingen schaden, en de wettelijke bepaling waarbij de CBFA die bevoegdheid krijgt, is tevens gegrond uit een prudentieel oogpunt.

Indien deze praktijken een inbreuk vormen op de bepalingen van de bankwet van 22 maart 1993 kan de CBFA tevens een administratieve boete opleggen. De fiscale mechanismen achter een fiscaal misdrijf moeten ten slotte aan de gerechtelijke overheden worden gemeld.

De CBFA vraagt de kredietinstellingen om een preventiebeleid te voeren, teneinde overtredingen van de fiscale wetgeving te voorkomen en te vermijden dat de reputatie van de instelling of de sector wordt aangetast. Indien er specifieke mechanismen zouden worden blootgelegd, zal het preventiebeleid worden versterkt.

Er moet ook worden nagegaan of de feiten in overtreding zijn met de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme. Elke schending van de antiwitwaswetgeving kan de reputatie van de instelling of de sector op het spel zetten. Een administratieve boete opleggen is hier eveneens mogelijk.

(Nederlands) Wat de vraag van mevrouw Wouters betreft, bevestig ik mijn antwoord van 13 maart 2007. Het Contactpunt Regularisaties bevestigt dat een buitenlandse vermogensstructuur als transparant wordt beschouwd wanneer de belegde sommen in die structuur worden beheerd voor rekening van de indiener van de regularisatieaanvraag en wanneer deze de enige en uiteindelijke gerechtigde is van de opbrengst en hij ad nutum kan beschikken over het actief kapitaal en inkomsten ervan. Voor zover dit blijkt uit het attest van de

beherende buitenlandse bank, wordt dit attest door het Contactpunt Regularisaties in aanmerking genomen voor de fiscale transparantie. Het Contactpunt Regularisaties deelt mij mee geen kennis te hebben van attesten verstrekt door een Belgische bank.

Voor het overige is het nog te vroeg om te beweren dat de posities van het Contactpunt Regularisaties en de BBI met elkaar in tegenspraak zijn. Het resultaat van het onderzoek moet worden afgewacht. Ik heb er bij mijn administratie op aangedrongen dat dergelijke informatie sneller moet worden rondgestuurd. Waarom komt zo iets ter sprake op een studiedag – en daarna in de pers – zonder dat de CBFA of andere actoren zijn ingelicht?

09.05 Veerle Wouters (N-VA): Het lijkt mij in elk geval aangewezen dat deze drie diensten – het Contactpunt Regularisaties, de BBI en de CBFA – hetzelfde standpunt innemen.

09.06 Minister Didier Reynders (Nederlands): Het gaat hier over een verklaring van een directeur in Gent op een studiedag. Ik heb in de pers al drie keer een commentaar van deze directeur gelezen. Waarom licht hij zijn collega's, de CBFA of andere diensten niet eerst in? De verschillende directeurs moeten informatie sturen naar hun collega's en niet naar *De Tijd*.

09.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Die werkwijze verwondert me. Er moet gezorgd worden voor een betere doorstroming van dergelijke informatie binnen de administratie van Financiën. Wat in één gewestelijke directie gebeurt kan interessant zijn voor andere directies, aangezien ze samen werk moeten maken van een betere bestrijding van de fiscale fraude.

Hopelijk zullen de dossiers van de BBI en de CBFA tot een deskundig advies over deze kwestie leiden. Indien dit verhaal juist blijkt te zijn, dan zouden er aan de betrokken bankinstellingen sancties moeten worden opgelegd.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de bereikbaarheid van de btw-controlekantoren tussen Kerstmis en Nieuwjaar" (nr. 1956)

10.01 Veerle Wouters (N-VA): Eind vorig jaar wenste een aantal verkopers nog op de valreep gebruik te maken van het verlaagde btw-tarief van 6 procent op de eerste schijf van 50.000 euro voor nieuwbouwwoningen, maar dat bleek onmogelijk omdat de btw-controlekantoren collectief gesloten waren van 24 december 2010 tot en met 3 januari 2011.

Moeten de btw-controlekantoren eigenlijk niet in een permanentie voorzien? Kunnen de verkopers zich beroepen op de zogenaamde administratieve tolerantie, zoals bepaald in de btw-handleiding, wegens de collectieve sluiting van de btw-kantoren? Zal de laattijdige indiening van de verklaringen 104.1 en 121.2 de toepassing van het tijdelijk verlaagde btw-tarief op de eerste schijf van 50.000 euro niet in het gedrang brengen?

10.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De verkoper die ingevolge de sluiting van de btw-kantoren tussen Kerstmis en Nieuwjaar de verklaring 104.1 niet heeft ingediend alvorens de verkoopovereenkomst werd gesloten, kan worden ontheven van het vervallen van het recht om de betreffende handeling aan de btw te onderwerpen wanneer uit de omstandigheden blijkt dat de partijen ondubbelzinnig de bedoeling hadden de handeling onder het btw-stelsel te plaatsen. Wanneer dit ondubbelzinnig blijkt, is voor de toepassing van het btw-tarief van 6 procent over een totaal gecumuleerde maatstaf van heffing van 50.000 euro, exclusief btw, vereist dat de btw over de maatstaf opeisbaar is geworden voor 1 januari 2011 en dat er geen sprake is van rechtsmisbruik.

De laattijdige indiening van de verklaring 121.2 na 31 december 2010 wegens sluiting van de kantoren tussen Kerstmis en Nieuwjaar vormt op zich geen beletsel voor de toepassing van het tarief van 6 procent.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Damien Thiéry aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de investering van het Chinees-Belgische investeringsfonds in het bedrijf Eden Chocolates" (nr. 1974)

11.01 Damien Thiéry (MR): *De Morgen* en *De Tijd* berichtten dat het Chinees-Belgische Investeringsfonds drie miljoen euro heeft gepompt in Eden Chocolates, het bedrijf van CD&V volksvertegenwoordiger Hendrik Bogaert. Naar verluidt gaat het om de eerste investering van dat fonds in een Belgisch bedrijf. Die investering zou Eden Chocolates de mogelijkheid moeten bieden de groei van het bedrijf te bestendigen, maar nog interessanter op termijn is een mogelijke beursgang van Eden Chocolates in China.

Bevestigt u die informatie? Is het geïnvesteerde bedrag correct? Heeft dat fonds nog in andere Belgische bedrijven geïnvesteerd? Er dienen beslissingen te worden genomen. Welke methode wordt er daarbij toegepast? Welke criteria worden er gehanteerd bij het nemen van de beslissingen over de investeringen van het fonds? Hoeveel bedraagt het kapitaal van het fonds?

11.02 Minister Didier Reynders (Frans): Het Chinees-Belgische investeringsfonds China-Belgium Direct Equity Investment Fund (CBDEIF) is een beleggingsfonds uit de privésector dat eind 2004 werd opgericht.

Het Fonds heeft een startkapitaal van 100 miljoen euro. Het investeert in bedrijven die gevestigd zijn in China, en wil deze bedrijven de mogelijkheid bieden verder te groeien, toegang te krijgen tot voorzieningen voor technologieoverdracht en genoteerd te worden op een Chinese beurs via een *initial public offering* (IPO).

Vijftien procent van het kapitaal is uitsluitend voorbehouden voor bedrijven die banden hebben met België.

Op 31 december 2010 was er in 26 bedrijven geïnvesteerd. Het Fonds heeft momenteel een geschatte latente waarde van 800 miljoen euro.

Recentelijk werd besloten het kapitaal te verhogen van 100 tot 200 miljoen euro.

De eindbeslissing om 3 miljoen euro te investeren in Eden Chocolates werd eind 2010 genomen. De onderhandelingen met twee andere bedrijven die banden hebben met België, zitten in de eindfase. Samen zijn ze goed voor een investering van 5 à 7 miljoen euro. Er lopen ook nog onderhandelingen met vijf andere bedrijven, waarvoor het onderzoek aan de gang is.

Alle betrokken vennootschappen worden op gelijke voet behandeld. Meer dan 2.000 bedrijven werden doorgelicht. Ongeveer 200 van deze bedrijven ondergaan thans een doorgedreven doorlichting. Vijf ervan hebben banden met België.

De fondsbeheerder is een joint venture tussen Shanghai Hitong Security Company en Fortis Bank. Hij levert opmerkelijk werk, geniet een uitstekende reputatie en is een opsteker voor de Belgische aanwezigheid in China.

Dat is wat ik u kan vertellen over de werking van een fonds dat voortvloeit uit de investering die Belgacom destijds heeft gedaan in *Shanghai Bell*. Toen we die participatie hebben verkocht, hebben we ervoor geopteerd een investeringscapaciteit in China te behouden.

Het zou nuttig zijn om over een analyse te beschikken van de effectieve investeringscapaciteit van dat Fonds enerzijds en van de investeringscapaciteit van een soortgelijk fonds in de overige groeilanden anderzijds. Wat de geselecteerde bedrijven betreft, kan ik u de informatie meedelen die afkomstig is van de beheerders van het Fonds.

11.03 Damien Thiéry (MR): De informatie die in de kranten *De Morgen* en *De Tijd* stond, was correct. Dit lijken me uitstekende initiatieven, die wellicht in het verlengde liggen van wat tot op heden door de minister van Financiën werd gerealiseerd.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het nieuw vrederecht te Westerlo" (nr. 1984)

12.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Normaliter moest de aanbesteding voor de verbouwingswerken aan het nieuwe vrederecht in Westerlo afgerond zijn voor het bouwverlof van 2010 zodat de werken begin 2011 konden starten. Ik heb evenwel vernomen dat er vertraging zit op het dossier.

Kan de minister meer uitleg geven over de timing?

12.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De architect die was aangeduid voor de renovatie van het vrederecht in Westerlo, moest worden ingezet voor dringende werken in de gevangenissen en de asielcentra. De Regie volgt daarmee de prioriteiten van de regering.

Eerstdaags wordt het uitvoeringsdossier gepubliceerd voor de aanbesteding. De kredieten zijn gereserveerd voor juni 2011. Er wordt voor de bouwwerken voorzien in een uitvoeringstermijn van 180 dagen. Een nieuwe architect, die binnenkort door Selor wordt aangeworven, zal de werf leiden. De ingebruikname wordt gepland voor medio 2012.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de inkohieringen van het aanslagjaar 2010" (nr. 1986)

13.01 Veerle Wouters (N-VA): Hoeveel inkohieringen waren er in 2010 voor de personenbelasting van het aanslagjaar 2010? Graag had ik ook een vergelijking met het aanslagjaar 2009, zowel wat het voordeel voor de fiscus als voor de belastingplichtige betreft. Hoeveel inkohieringen van het aanslagjaar 2009 zijn nog in 2009 gebeurd en hoeveel in 2010? Ik had dezelfde gegevens ook graag over de vennootschapsbelasting ontvangen.

13.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik overhandig de commissie een tabel met de resultaten van de inkohieringsactiviteiten voor de aanslagjaren 2009 en 2010. Het totale aantal artikelen in 2009 bedraagt 3.369.252. In 2010 bedraagt het totale aantal artikelen 3.957.671. Het algemene nettobedrag inzake terugbetaling ten voordele van de belastingplichtige is voor de Staat min 1.195.380.569,87 euro. Voor 2010 is dat min 1.602.499.675,27 euro.

Voor het aanslagjaar 2010 kregen ruim 4 miljoen belastingplichtigen het jaar zelf hun afrekening, dat zijn er 600.000 meer dan het vorige aanslagjaar en ruim 1 miljoen meer dan het aanslagjaar 2006, waarin gestart werd met Tax-on-web.

Ik overhandig de commissie ook een tabel met de cijfers over de vennootschapsbelasting. Het totale aantal artikelen in 2009 bedraagt 272.983. In 2010 bedraagt het aantal artikelen 284.836. De totaalbedragen zijn 381.160.908,93 euro voor 2009 en 778.705.805,18 euro voor 2010.

Zowel in het aanslagjaar 2009 als 2010 waren er ongeveer 280.000 ingekohierde vennootschappen. Wel is het resultaat in 2010 aanzienlijk beter met een meeropbrengst van zo'n 400 miljoen euro. Veel bedrijven hebben er in het inkomstenjaar 2009 immers voor gekozen om minder vooraf te betalen.

De lagere voorafbetalingen waren het gevolg van de financieel-economische crisis. Bedrijven wilden liquiditeitsproblemen voorkomen door meer cash te houden.

Het incident is gesloten.

14 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het antwoord van de Belgische Staat op het advies van de Europese Commissie met betrekking tot de discriminerende behandeling van pensioenspaarbijdragen door

België" (nr. 1989)

14.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Op 23 november heeft de Europese Commissie beslist België aan te klagen bij het Hof van Justitie van de Europese Unie omdat ons land enkel een fiscaal voordeel toekent voor de premies van het pensioensparen die aan Belgische instellingen worden gestort of in Belgische fondsen worden geïnvesteerd. Die handelwijze zou strijdig zijn met de artikelen 56 en 63 van het Verdrag. De Commissie is van oordeel dat het om een onevenredige en discriminatoire beperking gaat. Ze bracht dit op 18 maart 2010 ter kennis van de regering, die binnen twee maanden moest antwoorden. Ik deel dat standpunt niet, want het lijkt mij fundamenteel dat het spaargeld van de Belgen bij voorkeur in Belgische fondsen wordt belegd. Dat is beter om de investeringen te kunnen controleren maar ook om onze economie te steunen.

Wat was het antwoord van de regering op het advies van de Commissie van 18 maart? Welke verweermiddelen overweegt België aan te voeren voor het Hof van Justitie? Welke ministers zullen worden betrokken bij het opstellen van dat antwoord?

14.02 Minister Didier Reynders (Frans): De Europese Commissie is van oordeel dat België zijn verplichtingen niet is nagekomen, omdat de belastingvermindering voor het pensioensparen slechts wordt toegekend voor de bedragen die aan Belgische instellingen en voor erkende Belgische fondsen worden gestort. In haar antwoord op het met redenen omkleed advies heeft de Belgische regering verklaard dat ze de huidige wettelijke bepalingen inzake het pensioensparen blijft verdedigen en dat ze achter haar argumenten van 2007 blijft staan, namelijk twee afwijkingen die aanvaard werden door het Hof van Justitie betreffende de interne coherentie van het belastingsysteem en dwingende redenen van algemeen belang. Volgens de informatie waarover mijn diensten beschikken, werd tot nu toe geen enkel beroep tegen België ingediend. Indien dit wel gebeurt, zal de minister van Financiën een antwoord opstellen.

Het incident is gesloten.

15 Samengevoegde vragen van

- de heer Olivier Henry aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het testen van de banken" (nr. 2001)
- de heer Olivier Henry aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het testen van de banken door de CBFA" (nr. 1993)

15.01 Olivier Henry (PS): Sinds de financiële crisis hebben de banken een van hun belangrijkste kerntaken, namelijk de ondersteuning van het economisch initiatief, niet echt vervuld. De Duitse regering heeft een experiment opgezet om de praktijken van de financiële instellingen te testen waarbij de onderzoekers zich voor cliënten hebben uitgegeven.

Is dergelijk initiatief in ons land ook mogelijk? Bestaat er daartoe al een wettelijk kader? Kan de CBFA of de Algemene Directie Controle en Bemiddeling het initiatief nemen om vooruitgang te boeken in deze materie?

15.02 Minister Didier Reynders (Frans): De CBFA heeft de betrokken instellingen tot nu toe nooit met behulp van mysteryclients gecontroleerd omdat er voor deze werkwijze geen wettelijke grondslag bestaat. De CBFA is bereid om na te gaan of die methode zinvol is en om voorstellen hieromtrent aan de volgende regering voor te leggen.

Het incident is gesloten.

16 Vraag van mevrouw Ann Vanheste aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het btw-tarief voor de sanering van olieopslagtanks" (nr. 1999)

16.01 Ann Vanheste (sp.a): Bij het wegnemen of saneren van olieopslagtanks wordt 21 procent btw aangerekend, bij vervanging 6 procent. Dankzij het arrest van het hof van beroep heeft de nv Morik verkregen dat ze altijd 6 procent kan aanrekenen. Bedrijven die niet beschikken over het arrest, kunnen niet op een eerlijke manier concurreren. Is dit geen discriminatie?

16.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): In een arrest van 20 november 2007 heeft het Antwerpse hof van beroep geoordeeld dat de bewijslast inzake het al dan niet terecht toepassen van het verlaagde btw-

tarief van 6 procent krachtens de wetgeving die van kracht was in de periode van 1 maart 2002 tot en met 30 september 2004, rustte op de btw-administratie. Het hof was van oordeel dat de administratie het bewijs onvoldoende heeft geleverd. Het hof sprak zich in die zaak slechts uit over de bewijslast ter zake, niet over de al of niet terechte toepassing van het verlaagde btw-tarief.

Met ingang van 7 januari 2007 werd artikel 1 van KB nr. 20 van 20 juli 1970 evenwel gewijzigd. De bewijslast dat het normale btw-tarief van 21 procent niet van toepassing is, rust thans op de belastingplichtige. Sedert de wijziging van het KB kan betrokkene zich bijgevolg niet meer beroepen op dat arrest. Zodra de administratie kennis neemt van de niet-naleving van de fiscale wetgeving, worden de nodige rechtzettingen verricht. Klachten inzake concurrentievervalsing worden dan ook nauwgezet onderzocht.

Het incident is gesloten.

17 Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de overheidsvertegenwoordiging in de raden van bestuur van financiële instellingen" (nr. 2041)

17.01 Karel Uyttersprot (N-VA): In het raam van de overheidssteun aan de financiële instellingen werd bepaald dat de federale overheid recht heeft op een aantal mandaten in de raden van bestuur en de diverse comités van de financiële instellingen.

In welke instellingen is de overheid vertegenwoordigd? Zijn alle benoemingen al gebeurd en heeft de overheid overal haar mandaten reeds ingevuld? Wie werd waar aangesteld? Is daarbij een politieke verdeelsleutel toegepast?

17.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De overheid is vertegenwoordigd in BNP Paribas, Dexia, Ethias, BNP Paribas Fortis, KBC en Royal Park Investments. De regering heeft ten volle gebruik gemaakt van dit recht om bestuursmandaten op te nemen. Michel Tilmant en Emiel Van Broekhoven zetelen in de raad van bestuur van BNP Paribas. In Dexia zit de heer Koen Van Loo als afgevaardigd bestuurder van FPIM. Hij zit ook in het Risicostrategisch Comité van Dexia. Claude Deseille, Mark Bienstman en Chris Verhaegen zetelen in Ethias Finance. De heer Deseille is onafhankelijk bestuurder voor de CBFA en zetelt ook in het Auditcomité, en de heer Verhaegen vertegenwoordigt het managementvennootschap en zetelt in het Audit- en Risicocomité. In Fortis Bank zetelen Wim Coumans in het Auditcomité en Serge Wibaut in het Renumeratiecomité. Jean-Pierre Hansen zetelt in KBC. Bart Bronselaer zetelt – als voorzitter – in Royal Park Investments, samen met Dominique Favillier. Zij zijn ook leden van het Thesaurie- en Portfoliocomité.

De benoemingen zijn zoveel mogelijk geschied op basis van relevante ervaringen en verantwoordelijkheden, niet uit politieke overwegingen. Ik heb een tabel met allerlei relevante informatie beschikbaar.

17.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Wij zijn principieel tegenstander van genderquota in aanduidingen van raden van bestuur, maar hier laat de overheid als aandeelhouder toch een kans liggen door alleen mannen aan te duiden. Kan men vanuit de overheid niet aanbevelen aan het benoemingscomité dat men bij voordracht van nieuwe mandaten ook rekening houdt met genderdiversiteit?

17.04 Minister Didier Reynders (Nederlands): Er zijn niet zoveel vrouwelijke kandidaten voor functies in financiële instellingen. Misschien kunnen we de sector in de toekomst wel hervormen en er ook een bredere interesse voor opwekken. We proberen hier alleszins iets aan te doen: zo heb ik een vrouw benoemd als voorzitter van onze zeer belangrijke Rulingdienst.

17.05 Karel Uyttersprot (N-VA): De minister weet dat er instellingen zijn, zoals GUBERNA, die aan vrouwelijke kandidaten vorming kunnen geven.

Het incident is gesloten.

18 Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de borgtochten betaald door bedrijven aan de Deposito- en Consignatiekas" (nr. 2042)

18.01 Karel Uyttersprot (N-VA): De Deposito- en Consignatiekas is een afzonderlijke administratie van Financiën. Bedrijven moeten voor een hele reeks activiteiten waarborgen doorstorten aan deze kas.

Hoeveel geld wordt er in totaal op die rekeningen geblokkeerd? In welke domeinen worden die sommen gedeponneerd? Wat is het rendement voor de overheid? Wat is de rentabiliteit van die dienst? Wat is de evolutie van de hoogte van de borgtochten gedurende de jongste drie jaar?

18.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Het informaticaprogramma van de Deposito- en Consignatiekas (DCK) laat niet toe voor de borgtochten in geld een opsplitsing te maken tussen bedrijven en particulieren. Op 31 december 2010 bedroegen de gestelde borgtochten in totaal 170.323.304,91 euro. Er mag worden aangenomen dat 90 procent daarvan door bedrijven werd gestort.

Een opsplitsing per domein is niet mogelijk, wel kan worden nagekeken wie de borgstelling heeft geëist. De DCK betaalt inderdaad een vergoeding voor borgtochten in geld, maar de rentevoet fluctueert volgens de marktomstandigheden.

Naast de borgtochten in geld kunnen bedrijven ook een solidaire borgtocht stellen of een borgtocht in effecten. In het eerste geval is het een bank of een verzekeringsinstelling die zich borg stelt voor het bedrijf, in het tweede geval geeft het bedrijf een effect in bewaring en ontvangt het bedrijf er jaarlijks de coupon van in de vorm van rente.

De DCK belegt de gestorte borgsommen in de financiële producten van de Staat. De intrestvoet van deze producten fluctueert eveneens volgens de marktomstandigheden. Naar schatting bedroeg het jaarlijkse rendement voor 2010 van de borgtochten in geld 6.246.500 euro. Het totale bedrag van de borgtochten in geld bij de DCK op 31 december 2008 was 142.125.270,79 euro. Op 31 december 2009 was dat 158.201.582,15 euro.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2086 van de heer Jadot wordt uitgesteld.

19 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de niet-geboekte rechten bij de douane" (nr. 2095)

19.01 Servais Verherstraeten (CD&V): De wet van 24 december 2009 houdende de middelenbegroting voor het begrotingsjaar 2010 bepaalt dat de vastgestelde niet-geboekte rechten die tijdens de douanecontroles aan het licht komen, vermeerderd met de rente, worden voorafgenomen op de terugbetalingen van de Europese Gemeenschap aan de Belgische Staatskas.

Over welk bedrag gaat het van 2007 tot 2010? Welk bedrag werd of zal worden voorafgenomen voor de terugbetalingen? Kreeg de Belgische Staat de voorbije vijf jaar nog andere boetes voor het niet-voldoen aan de regels met betrekking tot inning en controle? Heeft de Europese overheid of de Inspectie van Financiën zich hierover gebogen? Wat waren hun opmerkingen? Wat zijn de oorzaken? Welke maatregelen worden genomen?

19.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): De Administratie der Douane en Accijnzen deelt mij mee dat zij de gevraagde statistische gegevens niet tijdig kon verstrekken en dat zij voor een schriftelijk antwoord zal zorgen. Ik dring aan op spoed.

19.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Misschien kan de minister zijn administratie meedelen dat het om belangrijke bedragen gaat. Dat zou te maken hebben met de slechte werking van het informaticaprogramma PLDA.

De **voorzitter**: De heer Colpin zal op 25 januari eerstkomend in de commissie aanwezig zijn.

Het incident is gesloten.

20 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de illegale premieverhoging van de hospitalisatieverzekering door DKV" (nr. 2099)

20.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): De rechtbank was het niet eens met de premieverhoging voor hospitalisatiecontracten van DKV en ging na een vordering van Test-Aankoop over tot de nietigverklaring. DKV deelt de mening van de rechtbank natuurlijk niet en gaat wellicht in hoger beroep. Voor 2011 hebben zij alleszins een premieverhoging van 6,3 procent aangekondigd.

Is de aangekondigde premieverhoging van DKV wel wettig? Is artikel 14 van de wet van 1992 van toepassing op een premie die illegaal is verhoogd? Welke raad heeft de minister voor de consumenten die met de premieverhoging worden geconfronteerd? Hoe verklaart hij het verschil tussen de berekeningen van CM en die van DKV? Is de medische index wel betrouwbaar?

20.02 **Minister Didier Reynders** (*Nederlands*): Een verzekeringsonderneming die de contractuele voorwaarden van een ziekteverzekeringsovereenkomst wenst te wijzigen en een tariefverhoging wil doorvoeren moet het wettelijke kader respecteren. Artikel 138bis 4 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst beperkt de mogelijkheid van een verzekeringsonderneming om na het sluiten van een individuele ziekteverzekeringsovereenkomst de technische grondslagen van de premie en de dekkingsvoorwaarden te wijzigen. Volgens paragraaf 1 kunnen dergelijke wijzigingen in beginsel alleen bij wederzijds akkoord van de partijen, op uitsluitend verzoek van de hoofdverzekerde en in het belang van de verzekerde. Buiten dat geval mogen volgens paragraaf 2 de premie, de vrijstelling en de prestatie op de jaarlijkse premieervaldag worden aangepast op grond van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Paragraaf 3 stelt dat de premie, de vrijstelling en de prestaties op de jaarlijkse premieervaldag op grond van een of verschillende specifieke indexcijfers mogen worden aangepast aan de kosten van de diensten die door de private ziekteverzekeringsovereenkomsten worden gedekt, indien en voor zover de evolutie van die indexcijfers het indexcijfer van de consumptieprijzen overschrijdt. Daartoe bepaalt de Koning op basis van de bij wet vastgestelde criteria en op advies van het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg de wijze waarop de indexcijfers worden opgebouwd. Dat is het KB van 1 februari 2010 tot vaststelling van de specifieke indexcijfers bedoeld in artikel 138bis 4, § 3, van de wet van 25 juni 1992. Daarna gaat de FOD Economie over tot de berekening van de waarden van de betrokken indexcijfers en publiceert ze dit jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad*. De Koning kan de regelmaat van de berekening en de bekendmaking van de waarde van voornoemd indexcijfer verhogen.

Op grond van de gepubliceerde gegevens in het *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 2010 laat de index van het tweede trimester 2010 een mogelijkheid tot verhoging van 6,71 procent toe voor de premies voor het tweede semester van 2009.

In de veronderstelling dat de premieverhoging correct werd genotificeerd, valt een verhoging van 6,30 procent binnen de contractuele mogelijkheden. Voor de contracten waar het in de vraag over gaat, kan een verhoging van 3,74 procent voor het derde trimester van 2009.

Een recente uitspraak van een rechtbank van koophandel bevestigt wat ik daarover altijd heb gezegd. Tariefwijzigingen die eenzijdig door een verzekeringsonderneming worden doorgevoerd en waarbij geen gebruik wordt gemaakt van een van de mogelijkheden die in de wet zijn bepaald, zijn onwettig. Zij moeten als niet-geschreven worden beschouwd. Belanghebbenden hoeven onrechtmatige tariefverhogingen niet te betalen en dat kan in geen geval aanleiding geven tot een opzeg van de polis of een schorsing van de dekking. Ik raad betrokkenen aan een klacht in te dienen bij de ombudsman.

De precieze methodologie van de CM-studie is mij niet bekend. Tussen de medische index en de studie van de CM kunnen een aantal fundamentele verschillen worden vastgesteld die een verschillend resultaat aannemelijk maken. Zo is de populatie verschillend en gaat het om alle verzekerden versus alle leden van de CM.

Door het verschil in methodologie verschilt ook de referentieperiode. De medische index wordt opgesteld met voortschrijdende gemiddelden. Alle facturen worden gekoppeld aan het tijdperk waarin de hospitalisatie plaatsvond, ongeacht de factuurdatum. Daardoor worden de factuurgegevens met vertraging in de indexcijfers vertaald. Het indexcijfer van 107,45 voor het vierde kwartaal van 2009 heeft dus maar in beperkte mate betrekking op de facturen die in 2009 werden uitgeschreven.

De CM-studie daarentegen vergelijkt de ziekenhuisfacturen die zijn uitgeschreven voor 2009 en 2008, ongeacht het tijdstip van de hospitalisatie. Het is ook niet duidelijk of ook de kosten die via het derdebetalersysteem door de hospitalisatieverzekering zijn betaald, in rekening werden gebracht.

De methodologie van de medische index werd vastgelegd na raadpleging van het Federaal Kenniscentrum voor de Gezondheidszorg. De medische index is gebaseerd op de door de verzekeringsondernemingen gerapporteerde schadelast, die op zijn beurt is gebaseerd op de ziekenhuisfacturen. Het zijn dus objectieve gegevens, die bovendien worden gecertificeerd door een erkend commissaris. Ook voorziet het KB in een representativiteitstoets doordat de gegevens afkomstig moeten zijn van minstens drie maatschappijen en betrekking moeten hebben op minstens 75 procent van de markt.

20.03 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Het blijft wel een feit dat het aan de consument is om stappen te ondernemen. Kan er dan niet beter in een groepsvordering worden voorzien?

20.04 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): De wet is de wet voor iedereen en er is ook zoiets als de scheiding der machten.

Het incident is gesloten.

21 **Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de overdracht van de douanegebouwen" (nr. 2120)**

21.01 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): Op bijna dezelfde vraag van de heer Logghe antwoordde de minister dat er een overeenkomst zou zijn met de Regie der Gebouwen en met het Vlaams Gewest over de overdracht van die gebouwen. Voor Vlaams minister Crevits is het probleem juist dat er geen overeenkomst is.

Stond er in het antwoord van de minister dat er een overeenkomst is?

21.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Er is een akkoord, maar ik wacht nu op een tekst van de Regie der Gebouwen voor de ministerraad. Het akkoord kan door Douane en Accijnzen worden gebruikt voor de akte van verkoop aan het Vlaams Gewest. De Regie der Gebouwen zal het overdrachtdossier zo spoedig mogelijk bezorgen aan de ministerraad.

21.03 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): Het is een akkoord tussen de Regie der Gebouwen en de federale overheid?

21.04 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): En de Vlaamse overheid. Ik zal dat verifiëren.

Het incident is gesloten.

22 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Georges Gilkinet** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de gevolgen van de wijziging van artikel 346 WIB voor de invordering van de in het kader van de FBB-dossiers verschuldigde belasting door de Staat" (nr. 2130)
- de heer **Josy Arens** aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "het mogelijke verval van de FBB-dossiers" (nr. 2165)

22.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Bij de wet van 19 mei 2010 houdende fiscale en diverse bepalingen werd een wijziging aangebracht aan de wijze van berekening van de termijnen die van toepassing zijn indien de administratie der belastingen een bericht van wijziging verstuurt. De woorden "na de datum van de verzending van de aanvraag" werden vervangen door de woorden "te rekenen van de derde werkdag

volgend op de verzending van de aanvraag". Bedoeling was om te anticiperen op het mogelijke antwoord van het Grondwettelijk Hof op de prejudiciële vraag die op 21 april 2009 door het hof van beroep te Antwerpen werd gesteld, te weten of artikel 346, derde lid, van het WIB 92, dat bepaalde dat de antwoordtermijn van een maand aanving op de datum van verzending van het bericht van wijziging, geen schending inhield van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

De wijziging van artikel 346 is van toepassing sinds 7 juni 2010 en geldt mijns inziens ook voor dossiers die na die datum worden behandeld. De administratie der belastingen interpreteert dat blijkbaar anders, aangezien ze stelt dat die wijziging met terugwerkende kracht moet worden toegepast voor alle hangende administratieve en gerechtelijke beroepsprocedures. Een en ander blijft niet zonder gevolgen voor de zware fraudedossiers. Volgens *Le Vif* van 14 januari kunnen de 270 hangende FBB-dossiers (forfaitair gedeelte van de buitenlandse belasting) daardoor immers in aanmerking komen voor verjaring, waardoor de Staat 170 miljoen ingekohierde belastingen zou mislopen.

Wat vindt u van het feit dat het nieuwe derde lid van artikel 346 van het WIB met terugwerkende kracht wordt toegepast? Moet dat artikel niet worden gewijzigd teneinde de niet-retroactiviteit ervan te preciseren?

Hoeveel belastinginkomsten ziet de Staat aan zijn neus voorbijgaan door die interpretatie van de administratie der belastingen?

Heeft die interpretatie al gevolgen gehad voor de behandeling van lopende dossiers?

22.02 Josy Arens (cdH): Ik sluit mij aan bij wat collega Gilkinet zojuist heeft gezegd en zou u willen vragen licht op de zaak te werpen.

Wordt de situatie die door het Grondwettelijk Hof werd aangeklaagd, niet rechtgezet door de wetswijziging die werd aangebracht bij de wet van 19 mei 2010?

Volgens sommigen hebben de nieuwe termijnen van artikel 346 van het WIB 92 terugwerkende kracht. Klopt dat volgens u?

Dreigen de FFB-dossiers niet te vervallen alvorens ze afgehandeld kunnen worden?

Zo ja, kunt u dan uitleggen waarom er geen passend wetgevend initiatief werd genomen?

Hoeveel FFB-dossiers zijn er en voor hoeveel daarvan is er nog een administratief geschil hangende?

Om welke bedragen gaat het?

Waarom heeft de BBI zulke grote bedragen ingekohierd op een datum die zo kort voorafgaat aan het verval?

Dreigt de administratie door de achterstand in bepaalde dossiers niet blootgesteld te worden aan jurisprudentiële standpunten van het Grondwettelijk Hof?

Zijn er naast de FFB-dossiers nog andere dossiers en om welke bedragen gaat het?

Hoe denkt u dat probleem op te lossen?

22.03 Minister Didier Reynders (Frans): De artikelen 6, 7 en 8 van de wet van 19 mei 2010 houdende fiscale en diverse bepalingen zijn op 7 juni 2010 in werking getreden. In de wet wordt er in geen terugwerkende kracht voorzien.

Met deze bepalingen wilde de wetgever vooruitlopen op twee prejudiciële vragen die aan het Grondwettelijk Hof werden gesteld en die erop gericht waren te achterhalen of artikel 346, § 3, van het WIB 92 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet al dan niet schendt door de bepaling dat het antwoord van de belastingplichtige binnen een termijn mag worden geformuleerd die loopt vanaf het verzenden van het bericht van wijziging. Op 2 juni 2010 heeft het Hof geantwoord dat die bepaling inderdaad de Grondwet schendt. Als gevolg daarvan moet de nieuwe termijn – wat de artikelen 316, 346, § 3, en 351, § 3, van het WIB 92 betreft

– toegepast worden vanaf 2 juni 2010 op alle verzoeken om inlichtingen, alle berichten van wijziging en alle wijzigingen van de ambtshalve aanslag, waarvan de antwoordtermijn thans loopt. Bovendien moeten die nieuwe termijnen worden toegepast op alle hangende administratieve en gerechtelijke beroepen.

Het probleem van de terugwerkende kracht is een gevolg van het arrest van het Grondwettelijk Hof. Tot op heden werd de terugwerkende kracht slechts in een beperkt aantal gerechtelijke dossiers aangevoerd. De administratie onderzoekt momenteel de aangevoerde bezwaren en verifieert de verweermiddelen. De bevoegde gewestelijke directeur of de rechter in laatste aanleg zal de knoop moeten doorhakken. Zolang het dus niet zeker is dat de bezwaren gerechtvaardigd zijn, is de financiële impact niet bekend.

22.04 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ik neem nota van uw standpunt volgens hetwelk de administratie de verschuldigde bedragen blijft begroten in afwachting van een gerechtelijke beslissing.

Deze termijnen moesten derhalve worden toegepast op de geschillendossiers, met inbegrip van de dossiers die dateren van voor de beslissing van het Grondwettelijk Hof of van voor de inwerkingtreding van de wet.

Deze kwestie moet volledig uitgebeend worden en indien nodig moet men de zaak voor de rechtbank brengen.

Indien de rechter zou beslissen dat er inderdaad sprake is van verval, zou dat opnieuw een heel negatief beeld geven van het vermogen van de Staat. Het gaat uiteraard wel om oude dossiers, maar fiscale fraude moet op een doeltreffende manier bestreden worden.

22.05 **Josy Arens** (cdH): Het is een groot probleem. Ik hoop dat de administratie oplossingen vindt, opdat de Schatkist niet de grote verliezer van deze operatie wordt.

Het incident is gesloten.

22.06 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik trek vraag nr. 2133 over de notionele intrestaftrek in gezien het gebrek aan belangstelling en het gevorderde uur.

23 **Vraag van de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de circulaire nummer Ci.RH.421/605.074" (nr. 2132)**

23.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ik wil het hebben over de punten 9 en 11 tot 13 van de nieuwe circulaire.

Als bij een controle van een vennootschap een fout wordt vastgesteld in de niet-aangegeven voordelen van allerlei aard, gaat de minister dan akkoord dat een dergelijke tekortkoming niet kan worden rechtgezet door middel van een bijvoeglijke aangifte door de genietende van de bewuste voordelen van allerlei aard, waarin deze de niet-aangegeven bedragen vermeldt met de vraag aan zijn controleur om die bedragen bijkomend aan de personenbelasting te onderwerpen?

Klopt het dat een niet op een fiche en bijhorende, samenvattende opgave van verantwoord voordeel van allerlei aard opgenomen voordeel, moet worden onderworpen aan de afzonderlijke aanslag van 300 procent in hoofde van de vennootschap die het voordeel verstrekt? En klopt het dat de administratieve soepelheid om via de rekening-courant een boeking toe te laten, al dan niet samen met het neerleggen van de verbeterde jaarrekening, hier niet aan de orde is?

23.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): Ik kan de conclusies van de heer Van der Maelen bevestigen. Dit zou inderdaad de bedoelde wettelijke bepaling uithollen.

De **voorzitter**: Dit is misschien een tijdperk van verandering.

Het incident is gesloten.

24 **Vraag van de heer Dirk Van der Maelen aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "een audit van fiscale controles" (nr. 2138)**

24.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a): Ambtenaren van de buitendiensten signaleren mij dat de dienst Bijstand en Interne Controle een audit heeft gedaan van een aantal dossiers die door de controlecentra werden gecontroleerd.

Heel wat dossiers zouden afgesloten zijn met een onwettig akkoord. Hebben deze akkoorden inderdaad vooral betrekking op het niet-toepassen van de bijzondere aanslag van de geheime commissielonen op niet formeel verantwoorde voordelen van alle aard? Is de minister bereid om de commissieleden inzage te geven in de resultaten van de audit en welke richtlijnen werden gegeven naar aanleiding van deze audit?

24.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): In het kader van de opvolging van de werking van de controlecentra van de AOIF ging de dienst Bijstand en Interne Controle in de loop van 2010 na of bij de behandeling van die dossiers een aantal kerntaken werd uitgevoerd overeenkomstig de uitgevaardigde richtlijnen. Hier en daar werden onnauwkeurigheden vastgesteld bij de fiscale regularisatie van voordeel van alle aard. Een algemene nota met aanbevelingen, richtlijnen en *best practices* zal worden gestuurd naar alle controlecentra. Het is nog wat te vroeg voor die samenvattende nota, maar ik zal er een kopij van bezorgen.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De heer Jan Jambon heeft gevraagd om zijn vraag nr. 2153 uit te stellen. De heer Gerald Kindermans heeft hetzelfde gedaan voor zijn vraag nr. 2158.

25 **Vraag van mevrouw Veerle Wouters aan de vice-eersteminister en minister van Financiën en Institutionele Hervormingen over "de inschrijving van vergoedingen voor bestuursdocumenten in de middelenbegroting en de betaling ervan" (nr. 2154)**

25.01 **Veerle Wouters** (N-VA): Alle ontvangsten van de overheid worden in de Schatkist gestort. In de praktijk worden de bedragen overgeschreven op een rekening bij De Post beginnend met de cijfers 679. Ik verneem dat in een concreet geval een gewestelijk directeur vraagt een vergoeding voor fotokopieën van bestuursdocumenten over te schrijven naar een rekening bij BNP Paribas Fortis.

Maken deze vergoedingen aan de FOD Financiën deel uit van de algemene middelen? Onder welk artikel worden vergoedingen voor fotokopieën ingeschreven? Moeten die vergoedingen op een 679-nummer worden gestort? Werd anders een ministerieel besluit uitgevaardigd om af te wijken van het begrotingsprincipe van de kaseenheid? Wanneer werd dat dan uitgevaardigd en gepubliceerd? Welke controle wordt uitgevoerd op die rekeningen? Hoe kan een particulier weten wie de eigenaar is van de rekening waarop hij moet overschrijven? Kan hij zonder bekendgemaakt ministerieel besluit weigeren te betalen op een andere rekening dan een 679-rekening?

25.02 Minister **Didier Reynders** (Nederlands): De vergoedingen voor bestuursdocumenten maken deel uit van de algemene middelen. Ze worden in principe gestort op een 679-rekening van de Schatkist.

Om de concrete vraag te kunnen onderzoeken, vraagt mijn administratie mij de naam van de gewestelijke directeur, zijn administratie en het rekeningnummer mee te delen. Als ik die gegevens kan krijgen, zal ik een onderzoek vragen.

25.03 **Veerle Wouters** (N-VA): Mij lijkt er iets niet te kloppen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 17.31 uur.